



VOS CAFÉS EN DIFFICULTÉ

page 5

MONTRÉAL CAMPUS



Universités montréalaises et israéliennes

DES LIENS DÉVOILÉS

Lisez notre enquête en pages 2 et 3



SCOOP EST-CE LA MORT DES MAGAZINES À POTINS ?!

À découvrir en page 16



Portrait d'une étudiante ATTEINTE D'UN CANCER À 21 ANS

page 10



ENQUÊTE

Les universités montréalaises, « complices »

JEANNE CLAVEAU-LAVIOLETTE
ET AURÉLIE LACHAPPELLE

Plusieurs universités québécoises conservent des liens avec des universités israéliennes, malgré les revendications du mouvement Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), a constaté le *Montréal Campus* en compilant les données fournies par les 18 universités québécoises. Des expert(e)s et des étudiant(e)s voient dans ces liens une « complicité » malsaine.

De toutes les universités du Québec, c'est à Montréal qu'il y a le plus de liens avec des universités israéliennes, a observé le *Montréal Campus*.

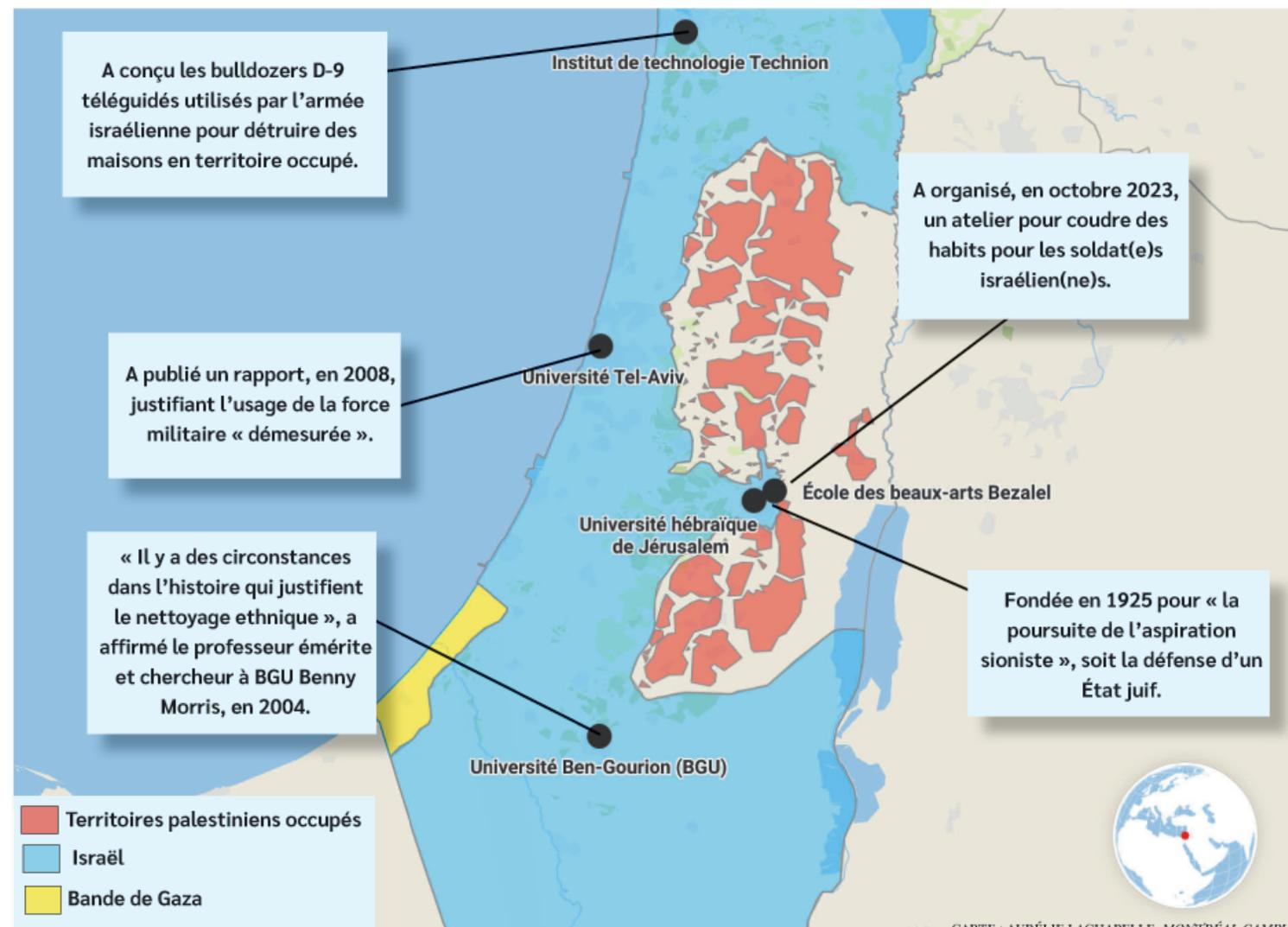
Le mouvement BDS existe depuis 2005 mais, au Québec, c'est au printemps 2024 qu'il a marqué les esprits. À Montréal, en plus de multiples manifestations, des campements propalestiniens ont été érigés sur les campus de l'Université McGill et de l'UQAM. Leur principale revendication ? Le boycottage des universités israéliennes, et ce, par l'ensemble du réseau universitaire québécois.

« Lorsque les universités canadiennes financent et collaborent avec les universités israéliennes, elles rendent légitimes leurs actions; elles sont donc directement complices », estime Maya Wind, chercheuse israélo-juive en anthropologie.

« Un boycottage risquerait d'accentuer la polarisation et de restreindre le dialogue », affirme pour sa part Ruben Hassan, responsable des campus francophones de la Fédération CJA (Combine Jewish Appeal – Appel juif unifié).

Seul le campement de l'UQAM a été démantelé à la suite d'un accord entre les manifestant(e)s et l'université. « Nous avons poussé le [Conseil d'administration (CA) de l'UQAM] à adopter une résolution qui coupe les liens présents et futurs avec les universités israéliennes », explique Safa Chebbi, porte-parole du campement de l'UQAM.

En mars 2024, toutes les associations facultaires étudiantes de l'UQAM ont adopté des mandats appuyant la campagne BDS, rappelle celle qui est aussi membre de la branche de l'UQAM de Solidarité pour les droits humains des Palestiniennes et Palestiniens (SDHPP). Le campement de McGill a quant à lui



Carte des universités israéliennes qui ont au moins un lien avec les universités montréalaises.

été démantelé par une firme de sécurité en juillet à la demande de l'administration de l'université, malgré les protestations des manifestant(e)s.

« Les étudiants et les campeurs ont été malmenés du camp jusqu'à la rue », affirme Zaina Karim, porte-parole du campement de McGill et membre de la branche de McGill de SDHPP.

McGill

Parmi les 18 universités au Québec, McGill et Concordia sont toutes deux championnes québécoises des liens avec les universités israéliennes.

Il y a dix universités en Israël. McGill a conclu des ententes dites « collaboratives » avec quatre d'entre elles, dont l'Université de Tel-Aviv.

McGill n'a pas donné suite à nos demandes d'entrevue.

La Faculté de droit de l'Université de Tel-Aviv a développé une interprétation du droit international qui défend les opérations militaires et les

politiques de colonisation israéliennes, explique Maya Wind dans son livre, *Towers of Ivory and Steel: How Israeli Universities Deny Palestinian Freedom*.

« Un boycottage risquerait d'accentuer la polarisation et de restreindre le dialogue. »

Ruben Hassan, responsable des campus francophones de la Fédération CJA (Combine Jewish Appeal – Appel juif unifié)

Ce n'est pas tout. Toutes les facultés de McGill ont des ententes avec l'Université hébraïque de Jérusalem. L'institut d'archéologie de cette université est un pilier

des fouilles archéologiques en territoire occupé, selon Maya Wind. Ces fouilles archéologiques rendent compte de la présence historique juive, ce qui rend légitime, aux yeux des autorités israéliennes, la création de colonies en territoire palestinien, explique la chercheuse.

C'est le cas de la colonie de Susya, où les vestiges d'une synagogue ont été répertoriés par des professeur(e)s de l'Université hébraïque de Jérusalem en 1969.

Toutefois, toute trouvaille qui ne correspond pas au « récit israélien » – comme les ruines d'une mosquée, par exemple – aurait été ignorée, selon Elly Harrowell, chercheuse britannique au Centre de recherche pour la paix et la sécurité de l'Université de Coventry.

« L'argument archéologique est utilisé à maintes reprises pour justifier l'occupation des terres palestiniennes par des colons israéliens », témoigne M^{me} Wind.

Soulignons que cette dernière est en faveur du mouvement BDS, en particulier d'un boycottage des universités israéliennes. C'est

depuis son Israël natal qu'elle a documenté les liens entre les universités israéliennes et le projet de colonisation. Depuis, elle s'est expatriée au Canada, puis aux États-Unis, où elle est chercheuse associée à l'Université de Californie.

« Il est crucial que les universités israéliennes entretiennent des liens avec le Québec », croit néanmoins Paul Hirschson, consul général d'Israël à Montréal. Il serait « fou » que les universités ne travaillent pas ensemble alors qu'elles ont des projets communs, poursuit-il. Un exemple ? Le centre Azrieli de recherche sur l'autisme, auquel sont associées McGill et l'Université Ben-Gourion du Néguev.

Concordia

McGill n'est pas seule. Entre 2023 et 2024, l'Université Concordia a aussi renouvelé toutes ses ententes de recherche et de mobilité étudiante avec quatre universités israéliennes. L'une de ces universités, l'Institut



du projet de colonisation israélien ?

de technologie Technion d'Israël, se démarque par sa proximité de l'industrie militaire israélienne, selon Maya Wind. Son département d'aéronautique, en particulier.

« Technion a conçu des cours spécialisés en fonction des besoins militaires israéliens », ajoute M^{me} Wind. À son avis, l'Institut de technologie Technion serait derrière la création de deux des principales entreprises israéliennes d'armement : *Israeli Aerospace Industries* et *Rafael*.

Ora Bar, ex-étudiante de Concordia d'origine israélienne, aujourd'hui de retour en Israël, questionne la pertinence de boycotter les universités israéliennes. « En Chine, il y a des violations des droits de la personne. Pourtant, il y a beaucoup d'échanges étudiants avec ce pays », plaide-t-elle.

À son avis, il faut s'interroger sur les intentions du mouvement BDS. « Leur but est d'annihiler Israël et enlever les Juifs du pays », affirme-t-elle. Selon elle, le boycott cherche à « détruire un peuple » en isolant le pays.

Concordia n'a pas donné suite à nos demandes d'entrevue.

UQAM

L'UQAM n'a aucune entente avec des universités israéliennes. L'UQAM est la première université québécoise à avoir adopté une résolution, soit une prise de

position officielle par rapport à Israël. « Les partenariats avec des universités israéliennes ne sont pas à proscrire, pour autant que les partenaires s'engagent pour la paix, [comme le demande la résolution] », précise le recteur de l'UQAM, Stéphane Pallage.

L'UQAM pourrait donc avoir des ententes avec des universités israéliennes dans le futur. « Le fait que nous n'ayons pas d'entente, c'est un peu le hasard », admet-il.

Lorsqu'il était doyen de l'École des sciences de la gestion (ESG), M. Pallage avait signé une entente avec le Centre interdisciplinaire Herzliya. Renommé Université Reichman depuis, cet établissement est reconnu pour faciliter le parcours de ses étudiant(e)s actuellement en service militaire et pour leur créditer des cours, selon son site Web.

Il semble que « le partenariat [n'ait] pas donné ce qui était escompté », selon M. Pallage, et c'est ce qui expliquerait que l'entente ait pris fin en 2020.

L'UQAM avait aussi une entente de recherche avec l'Université de Tel-Aviv, qui s'est terminée en 2019.

La position de l'UQAM ne convainc pas complètement la porte-parole du campement de l'UQAM, Safa Chebbi. « Même s'il y a eu des efforts, les balises ne sont pas suffisantes pour garantir de couper les liens à 100 % avec

les universités israéliennes », souligne-t-elle avant d'ajouter que « les universités israéliennes sont des complices majeurs et volontaires. Le savoir militaire israélien s'y développe ».

Pour Antoine Martin, délégué étudiant au CA de l'UQAM, à l'origine de la résolution sur la situation en Palestine et en Israël, l'université devrait se doter d'une politique concrète pour boycotter les universités israéliennes, plutôt que d'une résolution qui n'est pas contraignante.

Il est toutefois difficile d'identifier les critères de ce boycottage et ce qui devrait en justifier la fin, selon lui.

Université de Montréal

Il y a à peine deux ans, l'Université de Montréal comptait sept ententes actives avec cinq universités israéliennes. La professeure au Département d'histoire de l'Université de Montréal Dyala Hamzah est à l'origine d'une résolution ayant abouti à la suspension d'une majorité de ces accords. Une seule entente de collaboration persiste aujourd'hui : celle avec l'Université Ben-Gourion.

« L'Université Ben-Gourion a été fondée en 1969 avec l'objectif explicite de "développer le Néguev" ou, selon l'adage sioniste, de "faire fleurir le désert" », explique Maya Wind.

Plusieurs colonies israéliennes se situent dans la région du Néguev, appelée Naqab par les Palestinien(ne)s.

« Les universités israéliennes sont des complices majeurs et volontaires. »

Safa Chebbi, porte-parole du campement de l'UQAM

« L'Université Ben-Gourion joue un rôle central dans la facilitation des politiques d'Israël qui dépossèdent la population palestinienne de la région et lui refuse l'accès à l'éducation », affirme M^{me} Wind, en prenant exemple sur la multiplication de campus satellites dans la région du Néguev.

Pour Thawra, étudiante à l'Université de Montréal et cofondatrice du Collectif UdeM Palestine, mobilisé en parallèle au mouvement SDHPP, il est « choquant » que l'Université de Montréal ait une entente avec l'Université Ben-Gourion.

« Les fonds des étudiants ne devraient pas servir à financer un génocide », affirme-t-elle par rapport à la guerre entre Israël et le Hamas depuis l'offensive du 7 octobre.

Par crainte de représailles, l'étudiante a seulement dévoilé son prénom. « Si les universités montréalaises choisissent de boycotter celles d'Israël, cela pourrait nuire à la coopération scientifique et limiter les échanges de connaissances essentiels à l'innovation », affirme M. Hassan, de la Fédération CJA.

Polytechnique Montréal, affiliée à l'Université de Montréal, a également une entente de collaboration avec l'Institut de technologie Technion d'Israël, tout comme les universités McGill et Concordia.

L'Université de Montréal n'a pas donné suite à nos demandes d'entrevue. ☪

Les colonies israéliennes sont illégales, selon le droit international

Selon la Cour internationale de justice (CIJ), la plus haute juridiction de l'ONU, « la présence continue d'Israël dans le Territoire palestinien occupé est illicite ». Toutefois, l'avis de la CIJ n'est pas contraignant. En d'autres termes, le Conseil de sécurité des Nations unies doit approuver toute sanction économique ou diplomatique. Les États-Unis ont utilisé leur droit de veto à cinq reprises pour bloquer l'adoption de sanctions envers Israël, leur allié.

Le Territoire palestinien occupé comprend la Cisjordanie, sous occupation israélienne depuis 1967, y compris Jérusalem-Est, annexé par Israël, et la bande de Gaza. Bien qu'Israël se soit retiré de Gaza en 2005, depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre, Israël occupe à nouveau le territoire.

« Le mouvement de colonisation israélien n'a jamais cessé depuis les accords d'Oslo en 1993 », explique la professeure au Département d'histoire de l'Université de Montréal Dyala Hamzah.

« Le statut juridique des actions d'Israël fait l'objet de débats et de divergences d'opinions dans la communauté internationale », précise pour sa part Ruben Hassan, responsable des campus francophones de la Fédération CJA.

Tableau des ententes actives entre les universités montréalaises et israéliennes

	Université Ben-Gourion du Néguev	Université hébraïque de Jérusalem	Institut de technologie Technion	Université Tel-Aviv	École des beaux-arts Bezalel
Université McGill	X	X	X	X	
Université Concordia	X		X	X	X
Université de Montréal	X				
UQAM					
Polytechnique Montréal			X		
École de technologie supérieure (ETS)					
École des hautes études commerciales (HEC)					

En date du 20 novembre 2024. Un X représente une entente active entre deux universités. Créé avec Datawrapper

ÉDITORIAL

L'UQAM ou la « maison des fous »

ALICE FOURNIER ET JUSTIN
VAILLANCOURT

On dit souvent que les universités sont des microsociétés. Bingo! La bureaucratie uqamienne est à l'image de celle du reste de la société. La machine administrative de l'UQAM tourne au ralenti. Une autre institution gouvernementale à la gestion rocambolesque.

Prenons, par exemple, la question du logiciel Antidote. Cet été, la communauté étudiante a appris que l'accès au logiciel Antidote était retiré pour les ordinateurs à l'extérieur de l'UQAM, notamment les ordinateurs personnels. En septembre, l'université a changé de cap : dans un communiqué d'abord distribué à l'interne seulement, elle a indiqué que l'accès serait finalement rétabli. Ouf! L'anguille sous roche? Ce rétablissement n'est advenu que le 8 novembre... Soit deux mois après le début de la session.

Pas si pire, vous direz. Sauf que plusieurs étudiant(e)s avaient déjà acheté une licence personnelle en prévision de la rupture de service. Nous avons là un exemple flagrant de mauvaise gestion qui a eu un effet direct sur le portefeuille des étudiant(e)s qui, rappelons-le, sont souvent dans une situation économique précaire.

Ce n'est pas tout. « Il [les étudiant(e)s] leur reste leur carte de crédit ». C'est ce qu'a dit un technicien informatique de l'UQAM à un professeur qui s'interrogeait sur les autres options de logiciels de correction. C'est ce que

nous confirme une source près du *Montréal Campus*. Ensuite. Pourquoi est-ce que toutes les associations étudiantes doivent-elles remplir leur paperasse à deux reprises, de manière identique, pour se conformer aux règles? Le Secrétariat des instances de l'université et les Services à la vie étudiante se sont dissociés et n'opèrent plus ensemble, selon l'Association générale des étudiant(e)s en communication. C'est absurde. Nous ne pensons pas que les associations étudiantes et les groupes étudiants aient à subir les dédales administratifs des services. Surtout que gérer

une équipe d'universitaires représente déjà une tâche immense, souvent accomplie par des bénévoles. Nous pouvons en témoigner. Certes, l'équipe du *Montréal Campus* est composée d'une vingtaine de journalistes acharné(e)s. Le journal peut aussi compter sur le travail des ses collaborateurs et collaboratrices tout au long de l'année. Or, nous sommes avant tout des étudiant(e)s. Et ces enjeux nous touchent de la même façon que le reste de la communauté étudiante. Il n'est pas facile de se faire entendre à l'UQAM en tant qu'étudiant(e), et nous le savons pertinemment.

Evidemment, les professeur(e)s ne sont pas exclu(e)s de cette gestion kafkaïenne. L'une de nos chargé(e)s de cours nous racontait avoir pris la décision de féminiser le descriptif officiel de son cours et de le modifier pour l'adapter au contenu enseigné. Deux phrases modifiées. Un an et demi de délai avant la modification. Une centaine de courriels échangés. Une chance qu'une grève ne soit pas venue rajouter du sable dans l'engrenage! Nous ne pensons pas l'UQAM aussi lente pour une problématique concernant un enjeu d'inclusion. Peut-être ne vous sentez-vous pas concerné(e)s par

cet enjeu. C'est normal. Avant d'y être confronté(e)s, c'est un problème qui peut paraître abstrait. Toutefois, nous vous garantissons que l'échange d'une centaine de courriels pour changer deux phrases simples dans un plan de cours vous feront vite comprendre la situation.

Entendons-nous, nous avons parfaitement conscience de tout le travail administratif que chaque membre de l'université représente. Mais la lenteur du système demeure un problème.

L'UQAM peut se targuer d'être une excellente université en beaucoup de points : ses chaires de recherche sont reconnues, elle est une figure de proue en sciences sociales, en arts et en communication. Simplement, cette gestion administrative laisse à désirer et n'est pas digne du savoir qu'elle détient réellement.

Avez-vous l'impression d'être un numéro? Oui? Vous avez raison. Ça n'a pas de bon sens! Quand on arrive à l'université, on aimerait être davantage préoccupé(e)s par ses révisions et le contenu de son cours plutôt que par des services administratifs anémiques.

Imaginez un instant. Une demande réglée en une journée. Un cours crédité en peu de temps. La sensation de recevoir un courriel d'une personne et non d'une machine froide.

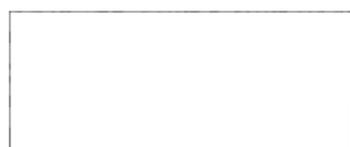
Un côté humain, finalement. Ce ne serait pas de trop. En tout cas, ne vous inquiétez pas. Après quelques années à l'UQAM, une demande administrative auprès d'une instance gouvernementale vous semblera un jeu d'enfant. ♦



ILLUSTRATION : ALICE YOUNG, MONTRÉAL CAMPUS

Rédactrice en chef : Alice Fournier | **Directeur de l'information :** Justin Vaillancourt | **Chef(fe)s pupitres UQAM :** Jeanne Claveau-Lavolette et Aurélie Lachapelle | **Société :** Camille Desjardins et Justine Bertrand | **Culture :** Marilaure Lambert et Simon Bérubé | **Vidéo :** Charles Dessureault et Philip Bossé | **Radio :** Théo Cantin et Adèle Rosa Matte | **Correcteurs et correctrices :** Mathilde Beaulieu-Lépine, Thé Bou Eid, Noémie Laplante | **Directrices artistiques :** Alice Young et Alexane Taillon-Thiffeault | **Médias sociaux :** Vincent Poirier | **Chargée de projet :** Flavie Gauthier Cameron | **Vigie de la diversité :** Camélia Boussaid | **Le trait de fusain :** Elliot Lambert | **À la une :** Rémi Poitras, Alexane Taillon-Thiffeault, Alice Young, Eve Bernier | **Infographe :** Axel Dansereau Macias | **Journalistes :** Léa Lemieux, Lilou Ann Santos, Élodie Bréniel, Éloïc Potel, Tomy Tanguay, Ève Bernier, Justine Bouchard-Girard, Élise Lécaudé, Maïté Paradis, Gabrielle Martineau, Batiste Rastello, Sarah-Jeanne Tremblay, Erika Laurendeau Echavarria | **Impression :** Hebdo Litho. Cette édition a été réalisée grâce à la collaboration de l'École des médias.W

Prière de recycler ce papier journal



VOL. XXXVIII | NO.1 | 5 SEPTEMBRE 2017

PUBLICITÉ :
Accès média : 514.524.1182
info@accemedia.com
Dépot légal : Bibliothèque nationale
du Québec- Bibliothèque
nationale du Canada



est publié par les Éditions Montréal
Campus inc.
CP. 8888 succ. Centre-Ville,
Montréal (QC) H3C 3P8
Téléphone : 514.987.7018

Suivez *Montréal Campus* sur le web
www.montrealcampus.ca
Courriel: redaction@montrealcampus.ca





FINANCES

Les cafés étudiants dans le rouge

LÉA LEMIEUX

Les finances des cafés étudiants autogérés de l'UQAM sont mises à mal depuis la pandémie. Le futur du Café des Arts et du Café Aquin est incertain, mais certains cafés, comme le Sain Fractal et le Philanthrope, réussissent à garder la tête hors de l'eau. « Le Café [Aquin] a fait face à plusieurs embûches financières depuis la pandémie, ce qui a forcé sa fermeture abrupte [de mars 2020 à septembre 2021] », explique l'équipe du Café Aquin par courriel. L'emplacement particulier du café étudiant, qui est situé au deuxième étage du pavillon Hubert-Aquin, et une « perte de passation des savoirs militants » seraient à l'origine d'une baisse d'achalandage, selon les employé(e)s. Ils et elles attestent que cette diminution du nombre de client(e)s et l'impact de l'inflation sur le coût des produits vendus contribueraient aux difficultés financières.

Dans un courriel envoyé à *Montréal Campus*, le Café Aquin explique que l'Association facultaire étudiante des sciences humaines (AFESH) et l'Association facultaire étudiante de science politique et droit (AFESPED) couvrent une partie des coûts liés au bon fonctionnement du café, comme l'entretien, et une partie des salaires. La contribution de l'AFESH au Café

Aquin se fait au moyen de cotisations étudiantes des 4841 membres de l'association facultaire, depuis peu de temps. Ce sont 5 \$ par étudiant(e) membre de l'AFESH qui permettent de financer le Café Aquin, pour une somme d'environ 22 000 \$. Les cotisations des membres de l'AFESH sont passées de 30 \$ à 35 \$ l'hiver dernier. Depuis 2021, l'AFESPED soutient le Café Aquin à hauteur de 11 000 \$ par année.

Selon ses employé(e)s, le Café Aquin prévoit un déficit d'environ 23 000 \$ pour 2024. Toutefois, l'équipe du café précise avoir réussi à obtenir des subventions gouvernementales, en raison de son statut d'organisme à but non lucratif (OBNL), ce qui lui aurait permis de réduire son déficit budgétaire. Le Café Aquin a touché 82 800 \$ en subventions, selon ses états financiers de janvier à décembre 2023.

En septembre dernier, le Café Aquin a mis en place des « prix solidaires ». Les client(e)s peuvent ajouter un dollar à leur facture si désiré, afin de soutenir l'institution dans sa situation financière précaire. Le Café Aquin a aussi augmenté ses prix par rapport à l'an dernier, selon une publication Instagram du café le 22 novembre dernier.

La situation n'est pas meilleure du côté du Café des Arts. En avril 2023, l'Association facultaire étudiante des arts (AFÉA) a épongé un déficit de 13 000 \$ du café. L'AFÉA a soutenu son café à nouveau, en

septembre dernier, en remboursant sa dette de 5000 \$ pour l'année 2024-2025. L'AFESH, l'AFESPED, l'AFÉA et le Café des Arts n'ont pas donné suite aux demandes d'entrevue de *Montréal Campus*.

Des subventions essentielles

Alicia Aubin, cogestionnaire du café Le Philanthrope depuis bientôt quatre ans, explique que les cafés étudiants sont liés à une faculté. Cette affiliation fait en sorte que les associations facultaires « donnent des fonds à leur café pour que [ce service] soit disponible pour la communauté étudiante ».

Les finances du Philanthrope se portent bien grâce à un fort soutien de la part de l'Association des étudiantes et étudiants de la Faculté des sciences de l'éducation (ADEESE). « Les subventions de l'ADEESE sont essentielles. Sans elles, nous serions probablement dans la même situation que le [Café] Aquin », reconnaît Alicia Aubin. En 2022-2023, l'ADEESE a financé le Philanthrope à hauteur de 33 000 \$.

Du côté du café Sain Fractal, Reno Bouchard, responsable de la comptabilité, dépeint une situation financière stable, mais qui n'est pas rentable. Le Sain Fractal ne fait pas de profit, dit-il. « On prévoit le déficit à l'avance, puis c'est généralement ce montant que l'Association étudiante du secteur des sciences (AESS) va nous donner. »

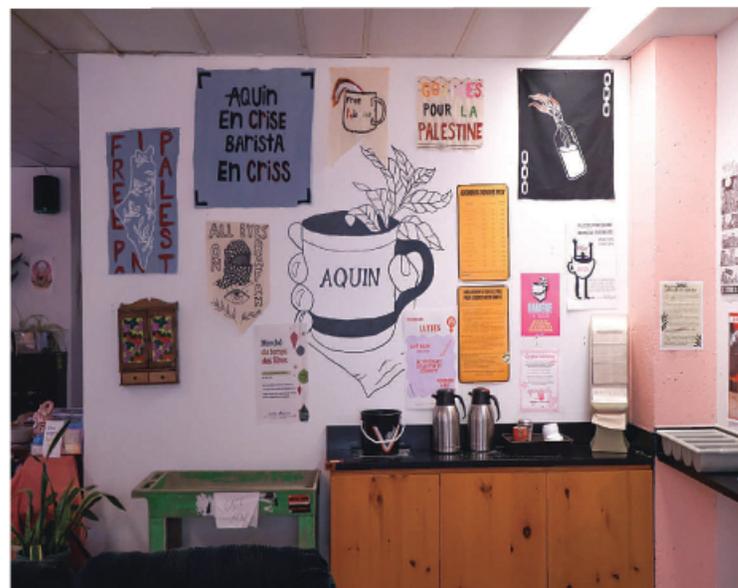


PHOTO : LÉA LEMIEUX, MONTRÉAL CAMPUS

L'AFESH a augmenté ses cotisations de 5 \$ pour soutenir le Café Aquin.

L'AESS subventionne le Sain Fractal annuellement et demeure présente en cas de pépin. « L'an passé, on a été obligé d'acheter une nouvelle machine à café, ce qui représente beaucoup d'argent, mais l'AESS était là pour nous soutenir », rapporte Reno Bouchard. L'AESS a accordé 33 000 \$ en subventions au Fractal pour l'année 2024-2025.

Tensions au Aquin

Dans une publication Instagram du 7 avril 2023, le Café Aquin expliquait que leur équipe a été « subordonnée » à l'autorité des associations étudiantes, une situation « profondément problématique ». Charlie Bracco, secrétaire aux finances de l'AFESH de février 2022 à septembre 2024, affirme qu'il y a eu des tensions entre l'AFESH, l'AFESPED et le café pendant son mandat. Les associations facultaires ont eu un désaccord avec le Café Aquin au sujet des comptes à rendre des employé(e)s sur la gestion de leur budget.

« Avant la pandémie, le [Café] Aquin essayait d'être indépendant sans prendre l'argent des associations étudiantes. Depuis, il essaie d'être indépendant en prenant l'argent de [celles-ci]. Quand [une partie] du budget du café provient des associations étudiantes, normalement, il faut des redditions de compte », fait valoir Charlie Bracco.

L'équipe du Café Aquin tient à préciser qu'elle n'a pas de « problèmes précis avec l'AFESH [ni] l'AFESPED » et salue le soutien offert par ces associations sous toutes ses formes. Selon Charlie Bracco,

les subventions au Café Aquin affectent le budget de l'AFESH de manière considérable. À son avis, toutes les réserves d'argent de l'AFESH « sont parties dans le [Café] Aquin ».

L'ancien secrétaire aux finances croit « qu'il faut un financement de l'UQAM elle-même parce que les cafés sont des espaces non seulement pour les associations étudiantes, mais aussi pour les étudiants ».

« [L'UQAM] offre les espaces et services de base (chauffage, électricité) pour soutenir les cafés étudiants rattachés aux associations facultaires », explique la directrice des relations de presse de l'UQAM, Jenny Desrochers.

M^{me} Desrochers relève l'existence d'une politique de prix minimum stipulant que les cafés étudiants ne peuvent pas réduire de plus de 15 % le prix d'un produit par rapport au prix d'un produit de même catégorie (cafés, biscuits) vendu à la cafétéria de l'UQAM.

Alicia Aubin du Philanthrope ajoute que l'offre d'un local gratuit aux cafés étudiants est conditionnelle au respect de cette entente avec l'université. ☹

Qu'est-ce qu'un café autogéré?

Les cafés étudiants autogérés sont des OBNL basés sur un modèle de gestion collective 100 % étudiante.

Les employé(e)s sont des étudiant(e)s à la fois baristas et cogestionnaires du café.

Ces cafés ont l'objectif d'offrir un service abordable aux étudiant(e)s.



PHOTO : ALICE YOUNG, MONTRÉAL CAMPUS

Le coût d'un biscuit a augmenté de 40 ¢ entre 2023 et 2024 au Café Aquin, pour passer de 3,10 \$ à 3,50 \$.



Entre les murs

CHRONIQUE

Allez aux AG !

AURÉLIE LACHAPPELLE

Je ne vais pas à toutes mes assemblées générales (AG). Scandale! Avec nos vies débordées, c'est facile de prioriser autre chose. Mais c'est payant d'y aller.

Exercer son droit de vote étudiant n'est pas une mauvaise habitude à prendre. Voter, non seulement, ça permet d'exprimer son opinion sur des enjeux importants, mais ça contribue aussi au bon fonctionnement de notre société, en préservant la vitalité de la démocratie.

C'est vrai, je me suis inspirée du site d'Élections Québec pour l'écriture de cette dernière phrase. Mais voter, ce n'est pas seulement aux élections provinciales ou fédérales.

Les associations étudiantes prennent des décisions qui affectent directement la vie de leurs membres : faire la grève, gérer l'argent des cotisations, prendre position sur des enjeux importants, etc. Donner son opinion en tant qu'étudiant(e) - qui paie des frais à l'association - est nécessaire pour qu'un comité exécutif reste fidèle aux souhaits de ses membres.

C'est pertinent d'être entouré(e) de personnes qui partagent leurs opinions, qu'on soit d'accord ou pas.

Une assemblée générale, c'est une consultation avec les membres d'une organisation, c'est important de s'y rendre et de s'exprimer.

L'importance de débattre est reconnue par le programme du ministère de l'Éducation pour l'enseignement du français au secondaire. « Confronter et défendre des idées » est une des compétences de l'expression orale.

C'est justement l'Association facultaire étudiante de science politique et droit (AFESPED) qui convoquait ses membres à une AG en octobre dernier. Sur l'affiche, on voyait une bouche grande ouverte avec une bulle qui disait : « Exprime-toi, viens! »

Reste que le fonctionnement des assemblées générales est parfois difficile à suivre. Avis de motions, quorum, amendement : c'est facile de s'y perdre. Pourtant, c'est bien plus utile qu'on le pense d'y être familier.

Les AG suivent les principes des assemblées délibérantes. Le premier qui a détaillé ces principes

est le notaire Victor Morin, dans son livre *Le Code Morin*. Encore aujourd'hui, c'est la procédure utilisée dans la plupart des assemblées délibérantes.

Il y a de grandes chances que vous assistiez à une assemblée générale après votre sortie de l'université. Les syndicats, les coopératives et certains organismes communautaires sont soumis aux mêmes principes d'assemblées que les associations étudiantes.

Selon le ministère du Travail, 40 % des Québécois(es) sont syndiqué(e)s. Deux Québécois(es) sur cinq doivent donc comprendre les principes d'assemblées délibératives pour s'assurer que leur voix compte pendant un débat sur leurs conditions de travail.

En plus, grâce aux nouvelles technologies, il est plus facile de s'impliquer, notamment avec la tenue des AG en comodal.

Alors que plusieurs prônent leur accessibilité, d'autres disent que cette pratique est antidémocratique.

Jacynthe Lussier, étudiante en sciences sociales, s'est déjà prononcée sur le sujet dans « Les assemblées générales comodales sont-elles antidémocratiques? », dans le média uqamien *Union Libre*.

« Il arrive souvent que la partie en ligne des assemblées semble déconnectée de la partie en personne, rendant l'échange, la participation égale, et parfois la compréhension plus ardue », explique Jacynthe Lussier dans son texte.

Selon elle, les AG comodales ne sont pas démocratiques, mais ont le potentiel de le devenir. Bien qu'elle valide certains arguments évoqués par les réfractaires, elle rappelle la nécessité pour les associations de s'adapter aux changements technologiques.

« Ce type d'assemblée semble devenir le nouveau standard pour nos associations, alors autant s'y lancer pleinement, pour se donner la chance d'en faire quelque chose de bien. » Je n'aurais pas mieux dit.

Et là, loin de moi l'idée de vous raisonner! Comme je vous l'ai dit plus tôt, je ne vais pas à toutes mes assemblées générales.

Les AG, ça peut être long, lourd et compliqué. Mais comprenez-moi bien, c'est rentable de s'y présenter.

Après tout, la démocratie est le devoir de chacun(e). ♦

ELOÏC POTEL

Ajout de nouvelles résidences, rénovation des unités René-Lévesque et Saint-Urbain, « Métamorphose » de la bibliothèque et achat d'un terrain dans le Quartier des spectacles : un document obtenu par le *Montréal Campus* révèle les plans d'investissements en infrastructures de l'UQAM pour les 10 années à venir, alors que l'ombre d'une limite budgétaire plane sur l'université.

Le document obtenu détaille les priorités de l'UQAM en ce qui concerne les projets d'infrastructures pour la décennie à venir, incluant des espaces d'enseignement et de recherche.

Parmi les 36 projets détaillés dans le document daté d'octobre dernier, la priorité de l'université serait le projet Métamorphose de la bibliothèque centrale, dans lequel l'UQAM compterait investir plus de 46 millions d'ici 2035, ce qui correspond à environ 14 % des investissements prévus sur 10 ans.

Ce projet de modernisation et de rénovation, qualifié d'« élément significatif de la relance du Quartier latin » par le recteur Stéphane Pallage dans un communiqué interne du 11 octobre, recevrait plus de 10 millions annuellement en 2030-2031 et 2031-2032, selon le document obtenu par le *Montréal Campus*.

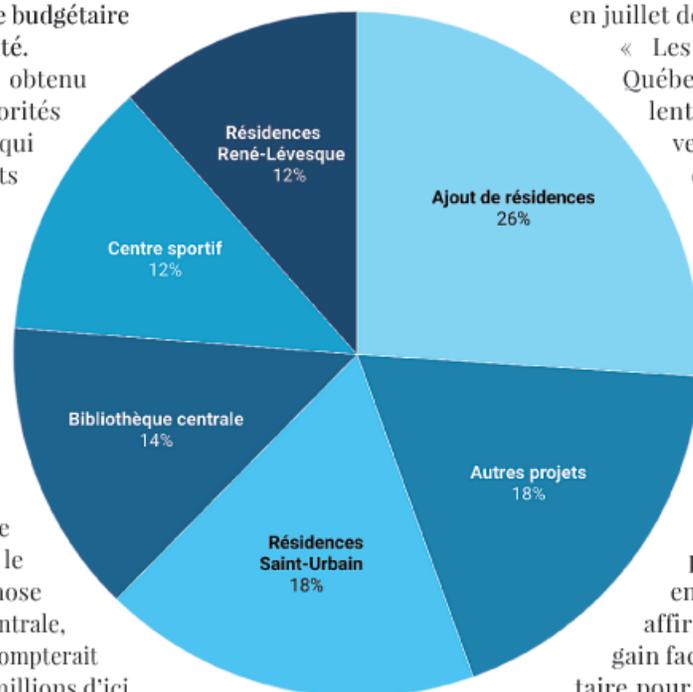
Rénovations et achats

L'entretien et l'ajout de résidences universitaires semblent aussi prioritaires pour l'UQAM. Plus de 87 millions sur 10 ans, soit 26 % du total des investissements projetés, seraient consacrés à la « bonification de l'offre de logement par l'ajout de nouvelles résidences ».

Plus de 38 millions en 10 ans seraient également alloués à une rénovation intérieure en deux phases des résidences René-Lévesque. Les résidences

Saint-Urbain bénéficieraient quant à elles d'une rénovation à la hauteur de 60 millions d'ici 2035. Près de 29 millions d'ici 7 ans seraient prévus pour l'agrandissement du Centre sportif.

Environ 7,3 millions seraient projetés dès l'an prochain pour l'achat d'un terrain à proximité du métro Saint-Laurent, selon le document, dont les chiffres demeurent sujets à mise à jour par le Conseil d'administration de l'UQAM.



Prévisions des dépenses en infrastructures de l'UQAM

Le terrain pourrait accueillir un nouveau pavillon de la Faculté des arts, une ambition de longue date pour M. Pallage.

« Le projet existe depuis un certain nombre d'années. L'UQAM souhaiterait aller de l'avant », avait-il déclaré à l'été 2023.

« Il est prématuré de commenter. La teneur de ces projets et leur évolution budgétaire sont appelées à évoluer », a indiqué par courriel la directrice des relations de presse de l'UQAM, Jenny Desrochers.

Selon le document, les investissements présentés « ne constituent en rien une garantie de financement éventuel de [l'UQAM], ni un engagement financier pour l'université » et leur réalisation dépend des fonds et des subventions disponibles.

Cet exercice de planification annuel, destiné au ministère de l'Enseignement supérieur (MES), détaille la direction que souhaite

prendre l'UQAM pour l'allocation des montants pour les projets d'infrastructures par le MES.

Stéphane Pallage a récemment obtenu gain de cause auprès du MES pour investir les 50 millions nécessaires pour réaliser les contrats d'infrastructures déjà entrepris, afin d'éviter les coûts associés à l'annulation de contrats.

L'UQAM s'était fait imposer une limite d'investissements pour les infrastructures de 35 millions en juillet dernier par le MES.

« Les discussions avec Québec ont été excellentes. L'UQAM a le feu vert pour dépenser ce qu'elle avait prévu de dépenser », a affirmé le recteur en entrevue à Radio-Canada le 1^{er} novembre dernier. M. Pallage avait d'ailleurs comparé la limite budgétaire à « stopper un [train à grande vitesse] en pleine accélération », en octobre. M. Pallage affirme toutefois que ce gain face à la limite budgétaire pour les infrastructures n'est pas éternel.

Un futur incertain

« Ça ne veut pas dire que le problème ne se posera pas l'année prochaine », a-t-il soutenu sur les ondes du diffuseur national. « La majorité de nos bâtiments ont été construits dans les années 1970, 1980 et 1990. Ils ont besoin de travaux, parfois majeurs. L'UQAM a investi des sommes importantes et planifié des travaux significatifs ces dernières années », avait plaidé le recteur Stéphane Pallage dans une communication interne en octobre. Depuis quelques semaines, M. Pallage critique le financement des universités comme l'UQAM, en affirmant à Radio-Canada que le réseau public aurait besoin de 1,3 milliard pour rattraper son retard par rapport à l'Ontario. 🗣️

Infographie : Axel Dansereau Macias, *Montréal Campus*



ÉTUDIANT(E)S AUTOCHTONES

Des services « insuffisants »

LILOU ANN SANTOS

L'UQAM est l'université montréalaise qui en fait le moins en matière d'engagement envers ses étudiant(e)s autochtones, pense le coordonnateur du Cercle des Premières Nations de l'UQAM (CPNUQAM), Gustavo Zamora Jiménez. L'université aurait encore du travail à faire pour rattraper McGill et Concordia. « Les efforts ne sont pas nécessairement mis à l'UQAM », croit Loryane Fontaine, étudiante en enseignement et employée au NISKA, centre dédié aux étudiant(e)s autochtones. En 2017, le rapport *Expériences, politiques et pratiques d'intégration des étudiant(e)s autochtones* recommandait à l'UQAM d'optimiser les services offerts à ces derniers et dernières.

Depuis, l'université a mis en place des initiatives pour répondre aux recommandations du rapport, notamment le NISKA. L'UQAM a aussi accueilli Joséphine Bacon, poétesse et conteuse innue, comme Aînée en résidence en 2023. Toutefois, certain(e)s membres de la communauté uqamienne, comme Gustavo Zamora Jiménez, coordonnateur du CPNUQAM, estiment que ces mesures sont insuffisantes, surtout en comparaison à ce qui est offert aux universités McGill et Concordia.

Il déplore que le rapport, auquel il a contribué, ne chiffre pas le plan d'action. Il critique aussi que personne n'ait été engagé depuis 2017 pour le mettre en place.

Le rapport recommandait de « développer des cours adaptés aux réalités autochtones ». Bien que des cours aient été créés, l'étudiante innue membre de la communauté Matimekush-Lac John déplore que la plupart de ces cours abordent les enjeux de l'actualité ou de l'histoire autochtone pour une perspective allochtone.

Philippe Bélanger-Landry, étudiant et employé au NISKA, apprécie les initiatives de l'UQAM, comme celles en lien avec M^{me} Bacon. Toutefois, il souligne qu'il ne faut pas que l'UQAM se dise que « c'est bon, on a fait notre part vers la réconciliation » et que « ce sont les Autochtones qui vont s'occuper du reste ». Quand on parle de réconciliation, selon M. Bélanger-Landry, Cri membre de la communauté Brunswick House en Ontario,

l'important, c'est que ce soit quelque chose « qui se fasse ensemble, entre Autochtones et Allochtones ». Selon M. Zamora Jiménez, les universités francophones sont sous-subsidées par rapport aux universités anglophones, ce qui expliquerait en partie l'état actuel des services offerts aux étudiant(e)s autochtones à l'UQAM.

Plus de 20 ans séparent la création du centre NISKA de l'UQAM des créations du Centre Otsenhákta de Concordia (1992) et celui de la *First People House* de McGill (1997).

« Si vous le construisez, ils viendront. »

Matthew Coutu-Moya, superviseur administratif de la *First People House* de McGill

La fréquentation du NISKA reste faible, malgré une légère croissance, en partie à cause de l'espace restreint et du manque de fenêtres, comme l'a constaté le *Montréal Campus* en octobre dernier.

Lors d'une visite à Concordia, le *Montréal Campus* est allé au centre Otsenhákta. Il est beaucoup plus spacieux, lumineux, mais surtout, il est fréquenté. La *First People*

House est un bâtiment, dont les deux étages supérieurs sont des dortoirs subventionnés, donc à prix réduit pour les étudiant(e)s autochtones de McGill.

L'importance d'un centre

Les universités québécoises n'ont pas beaucoup d'étudiant(e)s autochtones si l'on compare aux universités d'autres provinces plus à l'ouest, d'après Manon Tremblay, directrice principale des orientations autochtones à l'Université Concordia.

Elle pense que certaines universités québécoises hésitent à investir des sommes importantes dans des initiatives et ressources pour les étudiant(e)s autochtones, puisqu'ils et elles ne représentent qu'une très petite partie du nombre total d'étudiant(e)s.

« [Les universités] veulent avoir une population autochtone plus importante avant de se tremper les pieds dans l'eau », croit-elle. « Ça devient plus difficile de justifier certaines activités qui peuvent coûter plus cher s'il n'y a pas beaucoup de personnes qui y participent », avance Philippe Bélanger-Landry. Selon lui, au contraire, un investissement serait bénéfique pour la visibilité du centre. Cela pourrait augmenter le taux de participation, à son avis. Pour M^{me} Tremblay, Crie de la Nation de Muskeg Lake, c'est une question de

philosophie. « Une fois que toute la maison est bâtie, on va avoir des acheteurs », illustre-t-elle. Le superviseur administratif de la *First People House* de McGill, Matthew Coutu-Moya, arbore la même mentalité. Les universités devraient surmonter leur crainte d'investir dans un espace plus spacieux et accueillant, où les étudiant(e)s ont réellement envie d'aller, selon lui.

Il serait également avantageux pour les universités francophones de proposer de « bons » services, d'après M. Coutu-Moya. « Ces universités ont une véritable opportunité d'accueillir un grand nombre d'étudiant(e)s [francophones] que McGill n'attire peut-être pas. »

Être à l'écoute

« Ce n'est pas comme si McGill avait toutes les réponses. Ce n'est pas comme si McGill pouvait régler le colonialisme ou le racisme », dit M. Coutu-Moya. Selon lui, il est crucial de reconnaître que certains changements de politiques à McGill sont les résultats des demandes des communautés autochtones, qui militent elles-mêmes pour leurs besoins. « Nous savons ce dont nous avons besoin, il suffit de nous aider à y parvenir », dit M. Coutu-Moya, qui est lui-même issu de la nation Métis de la Colombie-Britannique. L'écoute des peuples autochtones et

la mise à disposition des ressources nécessaires sont des éléments clés pour établir des stratégies optimales de réconciliation et d'engagement envers les étudiant(e)s et les communautés autochtones, d'après M. Coutu-Moya. « Si vous le construisez, ils viendront. »

Peu de ressources humaines

Plusieurs universités souhaitent que les initiatives pour les étudiant(e)s autochtones soient dirigées par des personnes qui le sont. Cette double qualification, autochtone et qui possède les qualifications nécessaires pour les tâches, réduit le bassin de candidat(e)s, déjà limité par la pénurie de main-d'œuvre.

Le principal obstacle au développement est le manque de ressources humaines, selon Manon Tremblay. « On a besoin de plus de monde pour faire avancer les choses », affirme-t-elle. Matthew Coutu-Moya raconte qu'il a fallu presque un an avant de trouver quelqu'un pour remplacer une de ses collègues. « On ne veut pas simplement quelqu'un qui est là pour faire de l'administration », explique-t-il. « Cette personne doit aussi contribuer à rendre *First People House* accueillante et être prête à socialiser avec les étudiants et à créer des liens avec eux. »



Les étudiant(e)s autochtones de l'UQAM peuvent se rendre au local NISKA situé au A-M815 du pavillon Hubert-Aquin, proche de la cafétéria.

PHOTO : MAÏTÉ PARADIS, MONTRÉAL CAMPUS



Entre les murs

CHRONIQUE

Attention à la liberté d'expression sélective

JEANNE CLAVEAU-LAVIOLETTE

Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrais jusqu'à la mort pour que vous ayez le droit de le dire, aurait dit Voltaire. Je ne pourrais mieux résumer ma pensée.

L'an dernier, des membres du Comité souverainiste de l'UQAM m'ont confié que leurs pancartes étaient régulièrement arrachées par d'autres groupes uqamiens. Ça m'a profondément marqué.

Dans une microsociété universitaire où l'on prône la liberté d'expression - ou du moins, j'aime le croire - comment cela peut-il se produire? Pourquoi l'UQAM ne fait-elle rien?

Le phénomène se répète cette année. Alors que le groupe nationaliste de droite Nouvelle-Alliance tentait de recruter des étudiant(e)s en début septembre, leurs affiches ont été arrachées. Pire encore, des affiches ont été posées pour encourager les étudiant(e)s à arracher les affiches de Nouvelle-Alliance.

Mais voyons donc.

Loin de moi l'intention de prendre parti pour ces groupes, je crois qu'il faut défendre leur droit de s'exprimer librement, qu'on soit d'accord avec eux ou non.

J'ai fait part de mes préoccupations au professeur Yves Gingras, qui a siégé au comité d'expert(e)s à l'origine de la Loi sur la liberté académique dans le milieu universitaire en 2021. Il se veut rassurant.

« Au Québec, depuis 2022, des mécanismes assurent la défense de la liberté universitaire. À l'UQAM, ça prend la forme d'un comité que la loi impose à toutes les universités », m'explique M. Gingras.

Le Comité sur la liberté académique de l'UQAM offre un recours pour les professeur(e)s ou étudiant(e)s de l'UQAM qui se sentent lésé(e)s dans le respect de leur droit à la liberté universitaire, qui découle du droit à la liberté d'expression.

En ce qui concerne les affiches arrachées, si d'autres groupes étudiants sont derrière cet acte, pour Yves Gingras, il n'y a aucun doute : il doit y avoir sanction.

Pourtant, aucune plainte n'a été déposée, donc aucune action n'a été prise, ou du moins, pas selon

la porte-parole de l'UQAM, Jenny Desrochers. Si l'UQAM ferme les yeux lorsqu'on réduit au silence une opinion, respecte-t-elle son devoir de protéger la liberté d'expression?

Est-on en train d'assister à la dépolitisation du discours dans une université historiquement politisée?

La liberté universitaire recule dans le monde, même dans des pays à tradition démocratique, comme le Canada, selon un récent rapport de Scholars At Risk.

Assez inquiétant.

Alors que les universitaires critiques d'Israël se font condamner pour l'utilisation des mots « apartheid » ou encore « génocide », au Canada comme ailleurs dans le monde, il est nécessaire de s'intéresser à la santé démocratique de nos universités. L'UQAM en fait-elle assez pour protéger la liberté universitaire?

Il est capital pour les professeur(e)s d'avoir la liberté d'enseigner comme pour les étudiant(e)s d'avoir la liberté d'apprendre, et cela inclut d'être exposé(e)s à toutes sortes d'opinions.

La liberté d'expression doit pouvoir s'appliquer même aux gens avec qui nous sommes en désaccord. Sinon, l'opinion devient une contrainte pour l'intégration sociale et non un choix. Et ce n'est pas démocratique.

Uqamien(ne)s, respectez-vous les un(e)s les autres! Il n'y a rien de plus intolérant que de ne pas permettre à quelqu'un de ne pas penser comme vous.

Ne jetez pas des exemplaires d'un journal qui vous a déplu. Ne déchirez pas les affiches de groupes politiques qui vous dérangent. Débattiez, discutez, échangez.

Ne me méprenez-pas, je n'encourage pas le discours haineux, discriminatoire ou irrespectueux. La liberté de l'un(e) s'arrête où celle de l'autre commence.

Nous gagnerions tous et toutes, même nous, journalistes, à nous remettre en question plus souvent et prendre le temps d'avoir des réflexions inconfortables, même si ce n'est pas toujours plaisant, ni naturel.

C'est intellectuellement stimulant d'être conscient(e)s et de remettre en cause ses convictions, ses opinions, ses a priori. Un exercice souvent troublant, percutant, mais essentiel. ♦

ÉLODIE BRÉNIEL

Un syndicat à l'horizon ?

Une association étudiante veut syndiquer ses stagiaires.

L'Association des étudiantes et des étudiants de la Faculté des sciences de l'éducation (ADEESE) a lancé des démarches auprès du Tribunal administratif du travail (TAT) pour syndiquer les stagiaires en enseignement. Une première étape pour la rémunération des stages, selon l'ADEESE.

L'ADEESE effectue une requête en accréditation syndicale afin de créer un nouveau syndicat pour ses stagiaires. Ce nouveau regroupement, qui prendrait le nom du Syndicat des stagiaires salariés du Québec (SSSQ), s'oppose à six centres de services scolaires dans les régions de Montréal, de Laval et de l'Estrie, dans le but d'améliorer leurs conditions de stages.

« Il y aurait une véritable protection des stagiaires. Le syndicat pourrait intervenir directement dans les écoles auprès de l'employeur », explique Cédric Nahimana, responsable au secrétariat général du Conseil exécutif de l'ADEESE. La présence d'un syndicat obligerait les centres de services scolaires à négocier une convention collective avec les stagiaires en éducation dans le but d'avoir de meilleures conditions de travail et un salaire.

L'initiative de la création du SSSQ est celle de l'ADEESE, du Syndicat des étudiant(e)s employé(e)s de l'UQAM (SÉTUE) et de l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC). Le SSSQ serait affilié avec l'AFPC, si le projet se concrétise.

Pour l'instant, le regroupement ne représente que les stagiaires de six centres de services scolaires. Ils ont été choisis puisqu'il s'agit de centres de services scolaires comprenant un fort bassin de stagiaires qui souhaitent être représenté(e)s par le SSSQ, explique Cédric Nahimana.

Si le TAT donne raison au SSSQ, ce seraient donc les stagiaires de ces six centres de services scolaires qui seraient syndiqué(e)s, uqamien(ne)s ou non. Par la suite, tous et toutes les stagiaires en éducation du Québec pourraient tenter de se syndiquer comme le chemin serait déjà tracé. Les stagiaires en éducation pourraient tenter de se syndiquer en s'appuyant sur le précédent

que créait la décision du TAT.

La Loi visant à assurer la protection des stagiaires en milieu de travail assure un recours pour les stagiaires en cas de harcèlement ou de pratiques interdites de congédiement, de suspension, etc.

Un recours « peu concret »

Toutefois, Tatiana Nassif, responsable de la coordination de l'ADEESE, affirme que « les recours ne sont pas applicables à 100 % ». Les stages varient de quelques jours à quelques mois, en fonction des programmes, mais les recours avec le Bureau de la formation pratique peuvent prendre plus longtemps.

Cédric Nahimana explique que les mesures d'accommodement sont difficiles à mettre en place, ce qui amène certain(e)s étudiant(e)s à abandonner leur stage ou à « endurer ».

Questionné sur les temps d'attente des recours, le Bureau de la formation pratique indique que « le processus dure trois jours, ce qui inclut le traitement et le changement de milieu de stage au besoin ».

Les centres de services scolaires de Montréal, de Laval, de la Pointe-de-l'Île, des Mille-Îles, de Val-des-Cerfs et de Marguerite Bourgeoys, mis en cause dans cette affaire, n'ont pas donné suite aux demandes d'entrevue du *Montréal Campus*.

Seul(e)s les salarié(e)s, individu(e)s qui travaillent pour un

employeur ou employeuse et qui ont droit à un salaire, peuvent se syndiquer, selon la loi. « Il faut prouver qu'on fait une prestation de travail, donc qu'on fait les tâches pour lesquelles un employé est payé », explique Tatiana Nassif. Selon l'association, les stagiaires travaillent comme les enseignant(e)s sans être rémunéré(e)s.

Un projet réalisable?

Kim Maly Tong Som Song et Léa Plissonneau, étudiantes au *Baccalauréat en éducation préscolaire et en enseignement primaire*, sont en faveur de ce processus. Cela amènerait une convention collective et plus de droits pour les stagiaires, selon elles.

Mathilde Pineault, étudiante au *Baccalauréat en enseignement secondaire, concentration français langue d'enseignement*, se dit un peu plus sceptique. Elle est en faveur de cette démarche et espère que cela amènera des avancées pour les stagiaires.

Toutefois, l'ADEESE est déjà attentive aux enjeux des stagiaires, selon elle. L'étudiante ne sait pas si le fait que les stagiaires soient syndiqué(e)s permettra de mieux faire entendre leurs voix.

Pour l'instant, il n'y a pas d'accord entre les parties, confirme Cédric Nahimana. La prochaine audience aura lieu le 10 décembre. Le TAT doit rendre sa décision trois mois après la fin des audiences, d'ici le début du mois de mai. 🗳️



PHOTO : ALEXANE TAILLON-THIFFEAULT, MONTRÉAL CAMPUS

L'ADEESE veut la création d'un syndicat pour les étudiant(e)s en éducation.

À deux le français s'anime!



alloïre



Partagez votre amour
du français
auprès d'un nouvel arrivant
allophone

Inscrivez-vous > deuxpardeux.quebec





SOCIÉTÉ

Entre l'UQAM et le CHUM

Une étudiante de 21 ans lutte contre un cancer du sein.

EVE BERNIER

Ève Duchesne ne vit pas sa vingtaine, elle la survit. À l'âge de 21 ans, l'étudiante à l'UQAM vacille entre ses cours et l'hôpital, où elle fait la guerre à un cancer du sein vorace et inguérissable. « Le pire, c'est le deuil forcé de ma fertilité [...], c'est comme faire le deuil d'un corps que tu n'auras jamais eu la chance d'avoir », confie-t-elle.

Au mois d'octobre dernier, l'ancien partenaire d'Ève sent une masse dans son sein droit. Par précaution, la jeune femme, alors âgée de 20 ans, consulte un médecin qui lui fait passer une échographie.

Comme aucun antécédent de cancer n'est répertorié dans sa famille et qu'elle est jeune, le médecin lui donne un rendez-vous de suivi six mois plus tard, ne jugeant pas la biopsie nécessaire.

Après à peine deux mois, Ève retourne consulter. Elle sent que la masse a considérablement grossi. « C'était rendu lourd dans mon sein, donc je suis retournée plus tôt que prévu », indique-t-elle. À ce moment-là, c'est confirmé : la masse de sept centimètres dans son sein est cancéreuse. Le cancer s'est propagé dans le reste de son corps, plus précisément dans son foie, ce qui en fait un cancer métastatique de stade 4. « Malheureusement, un cancer du sein de stade 4, ça ne guérit pas, mais ça se traite », précise l'étudiante en communication.

Depuis qu'Ève a eu 20 ans, elle a reçu 18 cycles de chimiothérapie, de l'hormonothérapie, de la radiothérapie et de la médication. Elle a également subi une double mastectomie préventive, soit l'amputation des seins. « Si je me rends à 40 ans, on va sûrement m'enlever mes ovaires aussi. »

Une série de deuils

À cause de la maladie, Ève a dû faire une croix sur plusieurs aspirations dans sa vie de jeune femme, notamment celle d'avoir des enfants. Puisque son cancer se « nourrit d'hormones », dit-elle, la jeune femme est ménopausée depuis février. Ce traitement d'hormonothérapie entraîne l'infertilité. « C'est comme si tu avais le corps d'une femme plus âgée », décrit-elle. C'est une des réalités de la maladie qu'elle juge extrêmement difficile.

Elle ne croyait jamais se retrouver impuissante face à la décision de devenir maman ou non. « J'ai l'impression que tous les gens que j'invite dans ma vie, je leur demande de devenir mes proches aidants, on dirait que mes relations ont une nouvelle tournure que je n'aime pas », constate-t-elle.

« Pour moi, l'idée de vivre seule un jour, c'est vraiment effrayant. »

Ève Duchesne, étudiante de l'UQAM

Ève expose qu'elle est aussi aux prises avec ce sentiment de dépendre des gens. « Pour moi, l'idée de vivre seule un jour, c'est vraiment effrayant. » Elle craint toutefois ne jamais pouvoir vivre seule à cause des traitements de chimiothérapie, qui ont des effets secondaires

dévastateurs sur son corps, comme la fatigue chronique qui perdure sur plusieurs jours suivant l'injection. Les effets secondaires de la chimiothérapie affectent beaucoup son apparence. « Un des plus gros défis, même si ce n'en est pas un qui est douloureux, c'est le changement physique », ajoute-t-elle.

Le regard des autres

L'étudiante souligne la difficulté de voir son corps changer en une version d'elle-même qu'elle ne reconnaît pas et qu'elle n'a pas appris à aimer. La perte de ses cheveux et la prise de poids qu'engendre la chimiothérapie, en complément avec l'amputation de ses seins en jeune âge, sont des conséquences de la maladie qui altèrent son sentiment de féminité.

« Je trouve ça tellement injuste. Je comprends que le regard des autres n'est pas important, mais c'est tout ce qu'ils voient et il y a de la pitié dans les yeux des gens », déplore-t-elle.

Ève se dit reconnaissante d'être si bien entourée, principalement de sa famille. Elle continue d'aller à l'université à temps plein, de s'impliquer dans différents projets et de prendre le temps de vivre ses jeunes années du mieux qu'elle peut. Anne

Hudon, la mère d'Ève, sait que sa fille ne guérira jamais. Elle fait quand même son possible pour aider Ève à vivre une vie remplie de rires, de bonheur et d'amour.

« Je ne le fais pas pour moi, je le fais pour être la meilleure personne pour elle », explique sa mère. Malgré la bonté des gens qui l'entourent, Ève explique que la solitude qu'elle ressent est psychologique et qu'elle ne s'effacera probablement jamais en entier. « Je me tourne vers les [femmes] qui ont ma maladie, mais elles ont toutes 55 ans, les gens n'ont pas ce type de cancer à 21 ans », ajoute-t-elle. Elle trouve déchirant de ne pas pouvoir s'identifier aux autres femmes qui ont le cancer du sein, puisqu'elles sont généralement plus âgées. « Elles ont eu le temps d'avoir des enfants, d'avoir un métier et de vivre avec leur corps en santé. » « Tout ce que tu souhaites, c'est de l'avoir [le cancer] à sa place », confie Anne Hudon. Malgré tout, Ève lutte bec et ongles pour conserver un point en commun avec les gens de son âge : « L'idée de garder l'école me rattache à quelque chose de normal. » Elle considère qu'il est primordial de se réaliser en dehors de la maladie, et c'est ce que l'université lui permet. Depuis qu'elle a reçu son diagnostic, Ève utilise les réseaux

sociaux pour sensibiliser les gens et s'impliquer auprès d'organismes comme la Fondation cancer du sein du Québec. Elle représente d'ailleurs la jeunesse dans la campagne du mois d'octobre *30 ans, 30 voix*.

Trouver sa « voix »

« Je suis tellement fière d'être sa mère », affirme Anne Hudon. Elle et sa famille ont amassé 50 000 \$ pour la fondation, lors du marathon Beneva en septembre dernier. Par peur que son histoire ne devienne qu'anecdotique aux yeux des gens qui allaient apprendre la nouvelle sur les réseaux sociaux, Ève a évité d'en faire mention lors des premiers mois suivant son diagnostic. Quelque temps après, elle a cru bon de se lancer : « J'ai réalisé que tout se jouait dans la prévention. » Elle considère désormais que sa voix peut faire une différence, et qu'être vulnérable est une force. « C'est de donner une voix à ces femmes-là », explique-t-elle. Elle dit prendre goût à ce rôle de « *cancer-fluencer* », que cette implication donne un sens à toute son aventure. « Je vais le placarder sur un mur : une biopsie est beaucoup moins encombrante pour le système de la santé qu'un cancer de type 4. »



PHOTO : EVE BERNIER, MONTRÉAL CAMPUS

Ève Duchesne, une étudiante de l'UQAM atteinte d'un cancer de stade 4, chancelle entre les cours et les traitements médicaux depuis bientôt un an.



SOCIÉTÉ

Jeunes mères face au mépris

ERIKA LAURENDEAU ECHAVARRIA

Forcée à entendre des commentaires négatifs de ses pair(e)s à l'égard de sa grossesse inattendue, Emma* s'est mise à douter de sa capacité maternelle. Avait-elle fait le bon choix? « J'ai beaucoup pleuré », confie la jeune mère.

Emma avait 18 ans lorsqu'elle a appris qu'elle était enceinte. Sa grossesse a été un véritable choc, puisqu'elle avait un stérilet hormonal d'un taux d'efficacité de 99,8 %.

« Moi, à la base, je ne savais pas si je voulais garder [le bébé], parce que j'étais jeune, je finissais mon secondaire aux adultes et j'avais trois emplois. Je n'avais pas juste ça à faire, garder un bébé », témoigne-t-elle.

Lors de sa première échographie, Emma a découvert qu'elle avait un nombre incalculable de kystes sur les ovaires, l'empêchant certainement de retomber enceinte. C'est pour cette raison qu'elle a choisi de poursuivre sa grossesse.

L'image des jeunes mères

Jacinthe Lavoie, coordonnatrice clinique des appartements supervisés Augustine-Gonzalez à Montréal, estime qu'il existe plusieurs stéréotypes associés aux jeunes mères. Le plus fréquent est qu'elles sont « forcément non responsables » et qu'elles ne sont « pas assez matures » pour avoir un enfant.

D'après M^{me} Lavoie, les jeunes mères ne sont pas valorisées, et la vision que la société a d'elles est souvent teintée de préjugés. Certaines de ces mères craignent d'être perçues de manière négative. Quelques-unes sont même menées à l'isolement. « Elles ont peur d'aller vers des services parce qu'elles ont peur d'être jugées ou qu'on remette en question leur compétence, leur habileté parentale », affirme M^{me} Lavoie.

Myriam Primeau, enseignante en soins infirmiers au Cégep André-Laurendeau, constate que ces préjugés sont aussi présents dans le milieu de la santé. « [L'accompagnement] ne s'est jamais amélioré, ça se

détérioré constamment. Le soutien à nos nouvelles mamans n'est pas toujours là. » Emma a été confrontée à une telle décision à l'âge de 18 ans. Elle explique que le regard des autres la blessait énormément.

« [La grossesse], c'est quelque chose qui s'est imposé à moi dans ma vie. Puis, à cause de tout ça, je me fais rejeter, je me fais juger. Je suis incomprise », explique-t-elle.

Craindre l'avis des proches

Emma redoutait le moment où elle allait devoir annoncer la nouvelle à sa famille, par peur du jugement. Cette crainte est normale, selon Francesca Capozzi, professeure au département de psychologie de l'UQAM. Selon elle, c'est dans des moments très émotionnels, comme une grossesse inattendue, que l'on observe de la « détresse significative » chez quelqu'un(e).

Les jeunes mères se sentent obligées de prendre une décision qui est contre leurs valeurs, leurs choix et leurs priorités, tout en ayant peur de perdre les liens affectifs qu'elles ont avec leur famille. D'après M^{me} Capozzi, elles peuvent aussi vivre une pression sociale de la part de leurs proches à l'égard des décisions concernant leur grossesse. « L'élément affectif est plus présent, donc la pression sociale risque d'être plus forte », souligne la professeure. Lorsque des familles désapprouvent le choix de garder l'enfant, les réactions viennent d'une « volonté de protéger » à la fois la mère et le bébé.

Ce sont souvent des préjugés qui alimentent les préoccupations que l'enfant pourrait être à risque. Malgré le fait que la sœur d'Emma ait eu son premier enfant au début de la vingtaine, elle explique que sa mère était plus solidaire en raison des « bonnes » circonstances entourant la grossesse de sa sœur. Cette dernière habitait dans une maison avec son conjoint, alors qu'Emma habitait en chambre étudiante.

« [Ma mère] n'aurait pas nécessairement voulu que j'avorte, mais plutôt que je ne tombe pas enceinte », précise Emma. En réponse à l'opposition de sa mère face à sa grossesse, la jeune femme a déménagé dans une ville qui lui était inconnue pour « [ne] plus avoir affaire à elle ».

Emma s'est retrouvée seule, sans aucun appui, ni de sa famille ni du père de sa fille.

« Il n'y a pas une femme, peu importe son âge, qui devrait être toute seule [pendant sa grossesse]. C'est tout », estime l'enseignante Myriam Primeau.

Recommencer à zéro

Près de huit ans se sont écoulés depuis la naissance de la fille d'Emma. Néanmoins, le « froid indélébile » laissé entre sa mère et elle continue de lui serrer le cœur. Emma a réussi à bâtir sa deuxième famille avec les personnes qui lui sont chères, dont ses ami(e)s et ses deux filles. Elle encourage les gens qui vivent une situation similaire à continuer de voir « la lumière au bout du tunnel ».

*Prénom fictif accordé à cette personne pour conserver son identité



PHOTO : CHLOÉ RONDEAU, Montréal Campus

L'avis des proches peut s'avérer très important pour les jeunes mères.

À cœur ouvert

CHRONIQUE

Soulever le voile du fémonationalisme

CAMÉLIA BOUSSAID

Trop souvent, soutenir une cause révèle le mépris d'une autre. Si les seules fois où une personne prend position pour l'émancipation des femmes, ça se fait au détriment d'un autre groupe de la société, je ne peux pas m'empêcher de remettre en question le but de ce discours.

Ce positionnement tend à révéler davantage le mépris de ce groupe visé et une instrumentalisation du féminisme. Ce concept a un nom : le fémonationalisme. Il a été forgé et popularisé par Sara R. Farris, sociologue britannique, dans son ouvrage *In the name of women's rights, the rights of feminism*, publié en 2017.

Saaz Taher, chercheuse postdoctorale au département des arts, de la culture et des médias de l'Université de Toronto, résume ce concept comme « l'instrumentalisation de l'égalité de genre et des discours féministes à des fins politiques, pour alimenter [surtout] des campagnes politiques anti-immigration et anti-islam ». Il y a aussi l'homonalisme pour parler du même phénomène, avec l'instrumentalisation de la lutte des droits des personnes LGBTQ+. Depuis plusieurs années, cette rhétorique est utilisée pour dévaloriser ces groupes, et il y a des conséquences à ces discours, au-delà de la justification de politiques d'exclusion.

Ces propos alimentent une vision unidimensionnelle et stéréotypée de ces communautés dans la population et les stigmatisent davantage.

Cela dit, aucune structure n'est épargnée de sexisme. Il y a des discussions et des critiques à propos du sexisme ou de l'homophobie à tenir au sein de ces communautés, sans que ce soit un sujet tabou.

Tenons ces conversations, mais tenons-les correctement, sans que des discours racistes ou xénophobes s'entremêlent. Et n'oublions pas que ces discussions doivent se tenir tout autant dans d'autres sphères de la société.

Ce n'est pas parce qu'il y a des problèmes de sexisme ou d'homophobie au sein de cultures

non occidentales que l'Occident fait nécessairement bonne figure.

Il faut être capable de critiquer ce qui se passe chez nous. « D'être capable de voir les enjeux de pouvoir et les rapports de domination ailleurs, mais de ne pas être capable de les critiquer chez soi, là, il y a un problème », souligne M^{me} Taher.

Au-delà de la condamnation morale, il y a une infériorisation de l'autre qui se met en place et, par conséquent, « une réaffirmation de la supériorité morale, culturelle de l'Occident ».

Oui, la situation des femmes afghanes sous le régime des talibans ou celle des femmes iraniennes est évidemment inadmissible, mais on observe aussi un recul des luttes aux États-Unis, par exemple, avec le reversement de *Roe v. Wade* ou la popularité grandissante des discours masculinistes. Ce recul contamine déjà le Canada.

Il est là, le piège de se considérer supérieur(e) moralement puisque, selon M^{me} Taher, « lorsqu'on formule ce genre de critiques, on se construit, nous, comme ayant terminé ce travail-là de la lutte féministe, de la lutte pour les droits [des personnes] LGBTQ+ ». On peut alors se demander où se situe la ligne entre la critique saine et le mépris. M^{me} Taher soulève une bonne question : « Est-ce que les arguments féministes sont une fin en soi, ou est-ce que c'est un moyen? »

Je trace la ligne lorsque le féminisme devient un moyen pour justifier une condamnation morale de ces communautés. Selon l'experte, « si on veut avoir une discussion critique et nuancée, il faut déjà pouvoir s'informer de la réalité de terrain, des luttes politiques, historiques, militantes des communautés dont on parle et des pays d'origine de ces communautés dont on parle ». L'énergie consacrée à dévaloriser l'Autre devrait ainsi être réinvestie pour éviter que les conditions des femmes et des personnes LGBTQ+ reculent. Il me paraît alors nécessaire de se consacrer à renforcer ses propres structures pour une société plus égalitaire, car, quand le mépris fait trop de bruit, nos propres enjeux tombent dans l'oubli. ❖



SOCIÉTÉ

À cœur ouvert

CHRONIQUE

C'est à votre tour, messieurs

JUSTINE BERTRAND

Les scientifiques sont optimistes quant à l'arrivée en laboratoire d'un contraceptif hormonal pour homme qui s'annonce prometteur! Sauf que cette annonce, on nous la fait depuis les années 1980.

Stérilet, anneau vaginal, timbre contraceptif, diaphragme, cape cervicale, condom féminin, comprimés oraux, injections intramusculaires, implant contraceptif : voici la longue liste de méthodes contraceptives développées par les chercheurs et les chercheuses. Pourquoi ne pas réorienter toute cette énergie vers le développement d'une contraception masculine?

Mon entourage croit que ce serait trop compliqué de contrôler les 100 millions de spermatozoïdes produits chaque jour par un homme, et c'est pourquoi la contraception repose uniquement sur la femme. Je me rends compte que c'est faux. La vérité, c'est que personne n'est pressé de développer une méthode de contraception masculine.

Dans un article publié par Radio-Canada en 2022, on nous explique que « les chercheurs ont longtemps essayé de développer un équivalent masculin en utilisant la même méthode [que les femmes] et en agissant sur une hormone masculine, la testostérone ». Une alarme s'est toutefois déclenchée : « Ces tentatives provoquaient des effets secondaires indésirables, tels que la prise de poids, des épisodes de dépression et une hausse du taux de cholestérol, qui accroît le risque de maladie cardiaque. »

Ça vous semble familier, mesdames? Les effets secondaires de la contraception féminine sont similaires : prise de poids, dépression et « risque accru de caillots sanguins ».

Vous étiez nombreux et nombreuses à déchirer vos chemises lorsque le vaccin contre la COVID-19 AstraZeneca avait comme possible effet secondaire de faire des caillots sanguins. Pas grand monde n'a eu la même indignation pour les femmes qui prennent la pilule depuis l'âge de 14 ans.

À l'émission *Découverte*, l'endocrinologue Régine Sitruk-Ware remarque que, pendant longtemps, « l'industrie n'était pas intéressée [...] pensant que les hommes n'utiliseraient pas une méthode contraceptive, que c'était les

femmes qui les géraient parce que c'était elles qui avaient les conséquences d'une grossesse non désirée ».

Dans un passage à l'émission *Discussion : l'état de la contraception* avec Pénélope McQuade en avril 2022, la professeure titulaire de la Faculté de médecine de l'Université de Montréal au Département de pharmacologie et physiologie Michèle Brochu pointe une des principales raisons de ce retard, le financement. « Les compagnies vendent déjà des contraceptifs pour la femme et ça marche bien, donc quel est l'avantage pour eux d'investir dans ça? » Selon M^{me} Brochu, « ce ne sera pas dans les cinq prochaines années. »

La pilule contraceptive a été pendant longtemps l'image de la liberté de la femme. La pilule contraceptive, d'abord utilisée illégalement par les femmes dès 1960, puis légalisée en 1969, a offert aux femmes un contrôle inédit sur leur fertilité. Que pouvaient-elles demander de plus?

Ces femmes n'ont pas eu le luxe d'attendre que les chercheurs et les chercheuses perfectionnent une méthode aux effets secondaires minimes. Entre la douche vaginale à l'eau de javel ou une pilule bourrée d'hormones, le choix était simple.

Comprenez-moi bien, je ne souhaite pas que les hommes deviennent des rats de laboratoires et prennent des contraceptifs sous-développés. Ce que je veux, c'est qu'ils aident à déconstruire cette mentalité et qu'ils revendiquent à leur tour une méthode contraceptive, puisque les compagnies pharmaceutiques semblent attendre leur *go* pour débloquent le financement.

Dans un monde où les hommes assument la charge de la contraception, ce sont les femmes qui subissent les conséquences si leur partenaire ne la prend pas adéquatement.

Est-ce que j'aurais assez confiance pour mettre une possibilité de grossesse entre les mains de l'autre? Véritablement, je n'en ai aucune idée.

La bonne nouvelle, c'est que je n'aurai probablement pas l'occasion de me heurter à ce dilemme.

Si la tendance se maintient, je serai sans doute ménopausée lorsque la contraception masculine fera son arrivée sur le marché. ❖

Vers une nouvelle forme de complotisme chez les jeunes

ÉLISE LÉCAUDÉ

Si les jeunes sont moins attiré(e)s par les théories du complot, ils et elles n'en sont pas immunisé(e)s. Peu intéressé(e)s par les théories fantasmagoriques des anciennes générations, comme la Terre plate ou l'alunissage simulé, les jeunes de 18 à 34 ans se tournent vers des idées plus « crédibles ».

« Contrôle! C'est le contrôle d'une population », s'exclame Élorielle Champagne Godin, selon qui ce désir motiverait les décisions du gouvernement canadien.

Les expert(e)s sont clair(e)s : les jeunes de 18 à 34 ans ne sont pas particulièrement affecté(e)s par le conspirationnisme. Selon Alexandre Moranville-Ouellet, animateur de l'émission de radio *Ce n'est qu'une théorie*, la jeune génération délaisse les théories plus « classiques », comme celles de la Terre plate, des humains reptiliens ou de QAnon, pour des idées moins « farfelues » qui ont « plus de bases dans le réel ».

Pour M^{me} Champagne Godin, future étudiante en médecine holistique, « tout ce qui est payé par notre gouvernement [...] est une grande pièce de théâtre ».

Des théories plus crédibles?

L'animateur explique que les jeunes ont tendance à rejoindre des groupes qui semblent plus « politiques » que « conspirationnistes ». Ils et elles seraient donc plus attiré(e)s par une théorie comme celle du « grand remplacement », qui affirme que les gouvernements tenteraient de remplacer la population

« de souche » par des immigrant(e)s. Ce genre de « théorie politique » va, selon lui, avoir plus d'écho chez les jeunes adultes, car elles sont plus crédibles, même si « elles restent des théories du complot ».

Sociologie du complotisme

Il ajoute que quand la population ne se sent pas écoutée, « on peut aller jusqu'à développer, voire pousser les gens dans [des théories complotistes] comme celle du grand remplacement ».

Les théories d'Élorielle, à l'instar de celles de sa génération, sont ancrées dans des doutes sociopolitiques. Elle affirme que les taxes du Canada seraient essentiellement « un paradis fiscal ».

Le gouvernement cacherait, selon elle, des informations sur les effets secondaires et les essais cliniques du vaccin de la COVID-19 pour que la population « ne sache pas ce qu'il se passe ».

Tous ces mensonges auraient, à son avis, pour objectif d'enrichir les gouvernements et les grandes entreprises.

La jeune femme de 26 ans n'a pas toujours nourri ce genre de vision. « Ça a été un processus de questionnement qui a été entamé avec la COVID-19 et les vaccins. [C'est] l'élément déclencheur qui a tout reviré de bord », se rappelle-t-elle.

Selon Mathieu Colin, chercheur postdoctoral en sciences des religions à l'UQAM, et Marie-Eve Carignan, directrice de la Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent, la pandémie n'a pas créé beaucoup de nouvelles théories du complot.

« Ce qui a été différent [...], c'est la vitesse de propagation et d'adhésion à ces théories », précise M^{me} Carignan.

Mathieu Colin explique que la marginalisation est un des facteurs importants de l'adhésion au conspirationnisme.

Pour remédier aux incompréhensions, « le conspirationnisme est un socle stable pour trouver des réponses », avance le chercheur.

« Ce qui a été différent [...], c'est la vitesse de propagation et d'adhésion à ces théories. »

Marie-Eve Carignan, directrice de la Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation

Pour M^{me} Champagne Godin, la population devrait se questionner davantage. « La majorité des gens penseraient que je suis conspirationniste. Moi, de l'autre bord, je dis : "Fais tes recherches." »

Information fiable

Les sources auxquelles se réfère Élorielle, qui est allée à l'université et dont la mère est microbiologiste, sont les « journalistes indépendants, des personnes qui ont fait du *whistle blowing* et des gens qui ont [vu] ce qui est arrivé pendant la pandémie dans les CHSLD ».

Que ses sources d'information aient été dénoncées pour désinformation n'ébranle pas les convictions de la jeune femme.

« Il y a des pages Facebook, même si elles se sont fait supprimer 14 fois, je vais quand même les suivre », lâche-t-elle.

Alexandre Moranville-Ouellet garde confiance envers les plus jeunes générations. Le danger pour lui, c'est « la difficulté à identifier toutes les théories qui sont créées ».

« Il y a une aura de légitimité [à certaines fausses informations] qui va rendre ces idées-là plus attirantes », s'inquiète M. Moranville-Ouellet. ❖

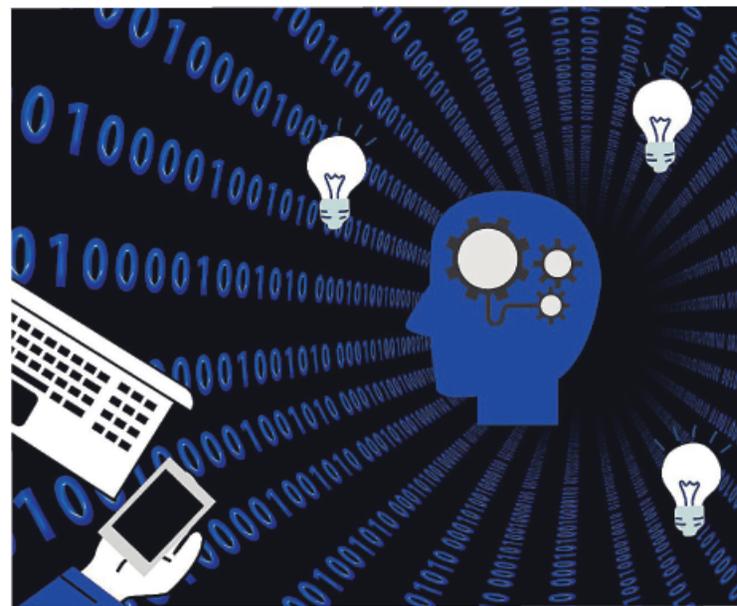


ILLUSTRATION : ALEXANE TAILLON-THIEFFAULT, MONTRÉAL CAMPUS

Les jeunes conspirationnistes ancrent leurs théories dans le « réel ».



SOCIÉTÉ

Seul(e)s et sans domicile fixe

L'indifférence de la population montréalaise face à l'itinérance

TOMY TANGUAY

Solitude, vulnérabilité et indifférence : ces expériences sont partagées par plusieurs personnes en situation d'itinérance à Montréal, qui voient de plus en plus de leurs confrères et consœurs mourir chaque année. Elles sentent qu'un gouffre se creuse avec le reste de la population, même si elles partagent les mêmes trottoirs.

« Tu ressens l'indifférence, mais aussi du jugement, énormément [...]. Il y a des gens qui ont encore de l'amour [pour les personnes itinérantes], mais, pour la majorité, ça reste de l'indifférence », raconte Sylvain Gonthier, un organisateur de la Nuit des sans-abris.

« Je crois qu'ils ne veulent pas s'approcher de la souffrance », avance-t-il. M. Gonthier a lui-même vécu cinq ans à Montréal sans domicile fixe. Il affirme qu'arriver dans la rue, « c'est le dernier échelon de la société ».

Émeline Chalimon, une paire aidante du volet jeunesse de l'organisme Spectre de rue, explique que la plupart des personnes en situation d'itinérance sont conscientes de cette réalité. « Je pense que [les personnes itinérantes] remarquent que les gens les évitent, qu'ils ne leur parlent pas. Les gens les ignorent, ne leur répondent pas. »

Sylvain Gonthier a réussi à s'en sortir en 2019, et sensibilise maintenant les gens aux problèmes que vit la population itinérante de Montréal et du Québec. « [Au début], tu te sens vulnérable, tu te sens blessé, tu te sens seul et tu ne sais pas où tu t'en vas. Il n'y a rien en avant de toi », confie-t-il.

Deux classes sociales

Selon Maryane Daigle, une organisatrice communautaire pour le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal, la raison derrière l'inaction de la population envers la détresse des personnes sans domicile fixe est le malaise face à la souffrance. « On a peur des personnes qu'on ne connaît pas. Souvent, les préjugés qui sont véhiculés avec l'itinérance, c'est la violence. C'est que ce sont des gens qui sont en détresse », souligne-t-elle. « Personne n'est à l'aise. Personne

n'est bien de voir quelqu'un qui souffre ou qui est en détresse », reconnaît M^{me} Daigle.

Selon Émeline Chalimon, ces sentiments de vulnérabilité et de solitude s'expliquent par la perception dévalorisante des personnes logées envers les personnes itinérantes qui cohabitent à Montréal.

« Je crois qu'ils ne veulent pas s'approcher de la souffrance. »

Sylvain Gonthier, organisateur de la Nuit des sans-abris

« Il y a un processus de déshumanisation qui se passe où les itinérants ne sont pas vraiment considérés comme des personnes civiles, et ils en sont conscients. Ils ne se considèrent pas comme des citoyens. » Guillaume Lavallée, un homme en situation d'itinérance, alterne entre la rue et la prison

depuis près de dix ans. Pour lui, « la mentalité des gens est plus grave qu'il y a dix ans, surtout depuis les trois dernières années ». La COVID-19 pourrait, selon lui, en être la cause. La majorité des gens qui l'approchent sont maintenant des personnes qui cherchent à acheter de la drogue.

« Quand on est jeune, qu'est-ce qui nous est inculqué par notre famille, par la société, par l'école? C'est qu'il y a des classes sociales et que [l'itinérance], c'est la dernière classe sociale », témoigne Sylvain Gonthier.

La population logée regarde souvent l'apparence des gens avant de les aider. « Beaucoup de personnes vont voir un itinérant couché à terre et ne rien faire mais, si c'est quelqu'un de bien habillé, par exemple, les gens vont s'inquiéter », raconte Émeline Chalimon.

Plusieurs raisons expliquent l'indifférence des personnes domiciliées par rapport à la détresse des personnes en situation d'itinérance. Sur les réseaux sociaux, plusieurs discours se propagent rapidement et n'aident pas nécessairement cette population dans le besoin, explique Eva Hovington, travailleuse de milieu chez Spectre de rue. « En ce moment, on voit dans le discours

public, sur les réseaux sociaux et un peu dans les médias qu'il y a vraiment un clivage entre le "eux" et le "nous" », indique-t-elle.

Elle ajoute qu'en raison de cette mentalité, « on perçoit vraiment les citoyens domiciliés et les personnes en situation d'itinérance comme deux catégories à part, mais qui ne sont pas si à part que ça. On cohabite tous dans un même espace de vie ». Malgré cette séparation, Maryane Daigle tient à souligner que « ça pourrait très bien être quelqu'un que l'on connaît » et qu'il est important de faire preuve d'humanité lorsque l'on croise une personne dans le besoin.

« Je fais mes affaires, mais j'essaie d'aider les autres en même temps », mentionne M. Lavallée, qui estime être plus chanceux que d'autres dans sa situation.

Un problème qui perdure

Selon le Front d'action populaire en réaménagement urbain, la crise du logement est l'une des causes les plus apparentes de l'itinérance à Montréal. En 2023, 72 décès ont été répertoriés par le Bureau du coroner du Québec, soit presque deux fois plus que l'année précédente. Les données ne concernent cependant que les décès suspects,

non naturels ou inexplicables. En comparaison à d'autres provinces ou villes, comme Toronto, il n'existe aucun registre qui permet de comptabiliser le nombre exact de décès de personnes en situation d'itinérance ni à Montréal ni au niveau provincial.

Que faire concrètement?

Les intervenant(e)s interrogé(e)s par le *Montréal Campus* sont unanimes sur la question des solutions.

Si une personne en situation d'itinérance semble avoir besoin d'aide, il faut immédiatement contacter les services d'urgence, et ce, même si la personne dans le besoin ne veut pas. Si elle ne souhaite absolument pas interagir avec les services d'urgence et que sa vie ne semble pas être en danger imminent, il est possible de contacter un organisme communautaire. « L'important c'est d'être ouvert à développer de la solidarité et de l'empathie pour nos voisins sans adresse. [...] Peut-être qu'un petit sourire peut changer quelque chose dans la journée de quelqu'un », estime Maryane Daigle.

« Ce n'est pas parce qu'un itinérant est mal intentionné qu'il faut punir tous les autres », rappelle Guillaume Lavallée. ☹

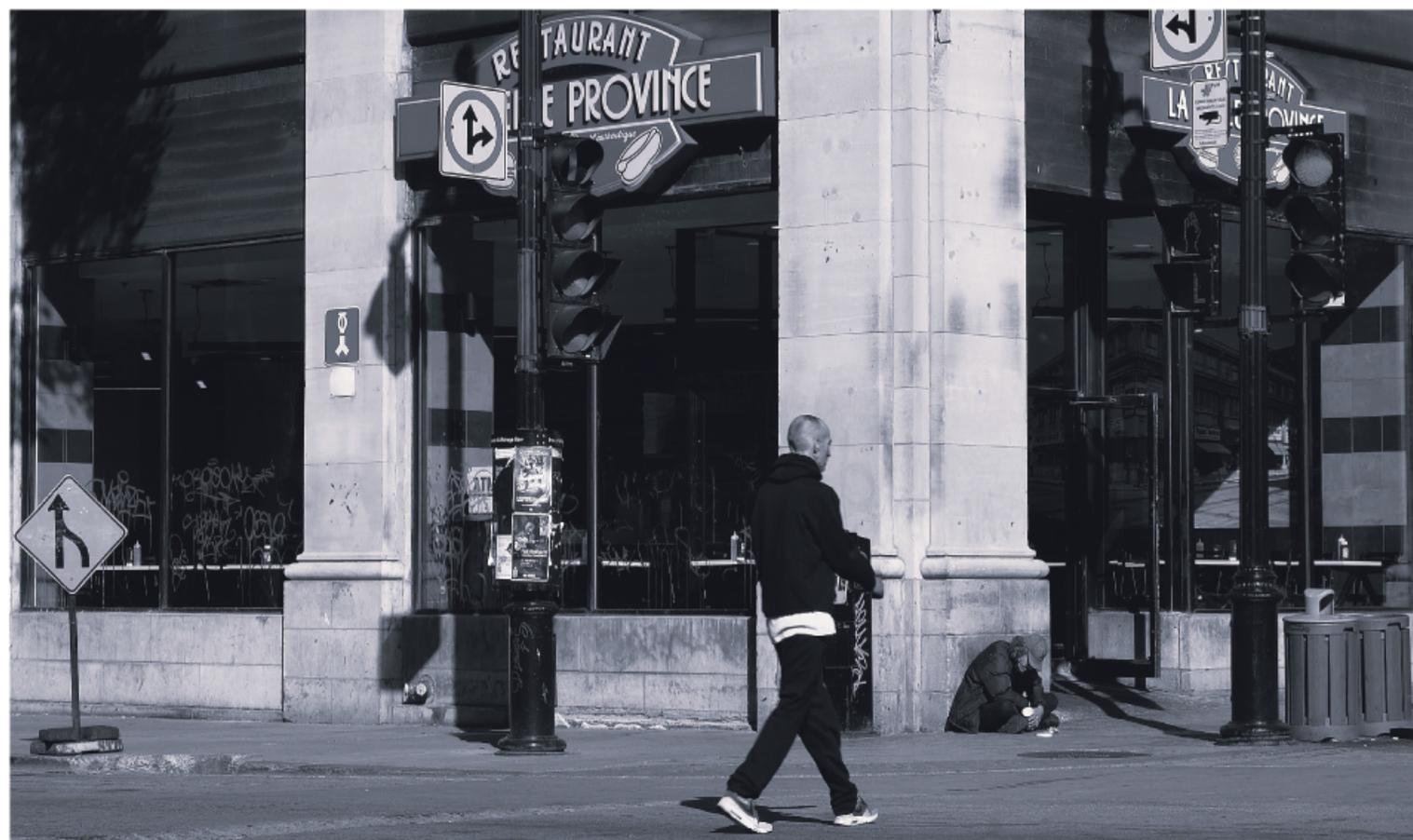


PHOTO : ALICE YOUNG, MONTRÉAL CAMPUS

Le nombre d'individu(e)s sans abri au Québec a atteint le cap des 10 000 lors du plus récent dénombrement provincial effectué en octobre 2022.



SOCIÉTÉ

À cœur ouvert

CHRONIQUE

Les femmes, restons à la maison... ou pas

CAMILLE DESJARDINS

« Faire des enfants devrait être ta priorité, ta carrière devrait être secondaire », affirment Olivier Jean et Joël McGuirk, les animateurs du *Lucide Podcast*. Que dire de ce balado sans m'enrager et me faire traiter, par le fait même, de féministe enragée?

Dernièrement, j'ai eu la chance (ou plutôt la malchance) d'entendre certains des propos anti-féministes véhiculés par les deux animateurs du *Lucide Podcast*. L'un d'entre eux est passé proche d'être à *Tout le monde en parle*, ce qui a créé un tollé sur les réseaux sociaux. Et pour une bonne raison.

Leur message est clair : une femme devrait rester à la maison, ne pas entreprendre de carrière, faire des enfants et bien paraître aux côtés de son partenaire.

C'est du gros n'importe quoi. « C'est un risque d'être une boss babe, d'avoir une carrière hyper stressante et de détruire ta féminité à long terme », avance Joël McGuirk, avec une casquette *Make America Great Again* sur la tête.

C'est ridicule de faire reculer les femmes alors qu'elles se sont longtemps battues pour accéder au marché du travail.

Je suis encore étudiante, mais j'aspire à réaliser de grandes choses dans ma vie professionnelle. Je travaille fort pour être journaliste, et ce n'est pas le domaine le moins stressant, disons-le. Je trouve toutefois énervant que des hommes se permettent de juger de ma capacité à faire mon travail parce que ce serait soi-disant « risqué » et « hyper stressant ».

Laurence Gagnon, créatrice de la page Instagram *Petites Histoires Sexistes*, soutient que « faire la promotion de ces propos-là peut certainement créer un mouvement pour réduire nos droits et notre accès aux occasions favorables ».

Au Canada, en 2023, le salaire d'une femme est encore de 84 cents pour chaque dollar fait par un homme. Le Québec est pourtant considéré comme le deuxième endroit au monde où le taux d'emploi chez les femmes est le plus élevé, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). « [Le Québec]

est un leader mondial en termes d'égalité hommes-femmes. Mais est-ce que [les propos du *Lucide Podcast*] peuvent faire reculer les droits des femmes? Ce serait de s'aveugler que de dire non », lâche promptement Laurence Gagnon.

Nous avons prouvé que nous avons notre place au sein du monde professionnel, mais des hommes comme Olivier Jean et Joël McGuirk se permettent encore de remettre cela en question. C'est insensé.

« Je les ai vues, les femmes qui ont tout donné à leur carrière et qui ont décidé de laisser tomber d'avoir des enfants », souligne Joël McGuirk en insistant sur le caractère négatif de ce choix. Laissez-moi vous présenter toutes ces femmes aux carrières remarquables qui ont eu des enfants.

Michelle Obama, Lise Watier, Janette Bertrand, Véronique Cloutier, Léa Clermont-Dion, Pauline Marois, Kamala Harris, Valérie Plante, Hillary Clinton, Kim Kardashian, Chantal Machabée, Martha Stewart, Jacinda Ardern, et la liste se poursuit.

Être mère ne devrait jamais entraver la volonté d'une femme à s'épanouir dans sa vie professionnelle, et c'est exactement ce que ces femmes ont prouvé. « C'est le féminisme qui leur permet de faire ce choix-là. Elles n'ont pas besoin d'aller dans les mouvements masculinistes pour trouver un support. On l'offre déjà », précise Laurence Gagnon.

Les animateurs du *Lucide Podcast* affirment qu'il « n'y a rien de plus beau que de faire des enfants, ça devrait être ton but premier ». Mon objectif dans la vie n'a jamais été d'être mère, au contraire. Je me suis toujours concentrée sur mes études et ma carrière, ce que plusieurs femmes avant moi n'ont pas eu le privilège de faire, puisqu'elles étaient obligées d'avoir des enfants et de rester à la maison.

Je ne suis pas contre celles qui choisissent de le faire, ma mère a elle-même arrêté de travailler jusqu'à mes huit ans. Mais je suis contre les hommes qui se permettent de dicter ce que l'on devrait faire de notre vie. C'est absurde, mais c'est pourtant un élément qui ressort constamment du discours masculiniste. ❖

ÉDUCATION SEXUELLE

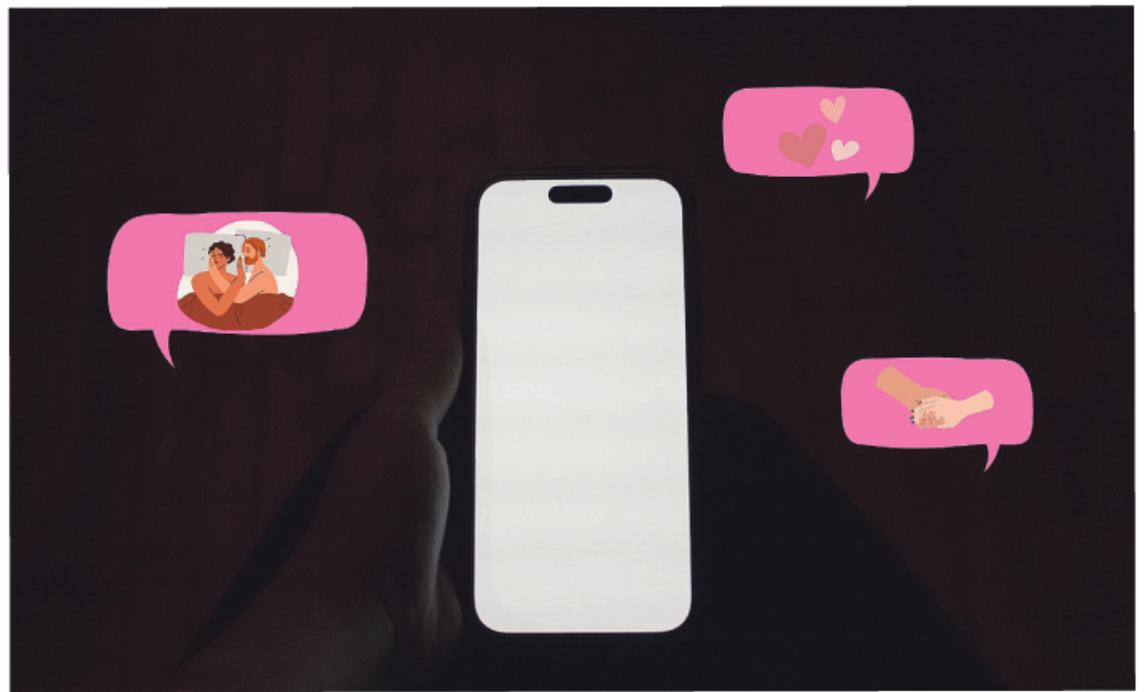


ILLUSTRATION ALEXANE TAILLON-THIFFEAULT, MONTRÉAL CAMPUS

L'éducation sexuelle en ligne et par les balados pourrait compenser les lacunes du programme scolaire.

S'informer à coup de balados

JUSTINE BOUCHARD-GIRARD

Au Québec, l'éducation sexuelle est souvent considérée comme étant négligée au sein du parcours scolaire. C'est pour combler ce manque que les animatrices du balado *Apéro Sexo* et la créatrice de la plateforme éducative *Just a little fun* utilisent les réseaux sociaux pour parler ouvertement de sexe.

Consciente de la défaillance du cursus scolaire en matière d'éducation à la sexualité, Andrée Bouffard, une des créatrices d'*Apéro Sexo*, a scandé : « Ça n'a pas de bon sens qu'il faut se rendre à l'université et payer des milliers de dollars en frais de scolarité pour avoir accès à la santé sexuelle et à l'épanouissement sexuel. » Andrée Bouffard et Rozi Bertrand se sont liées d'amitié durant leur *Baccalauréat en sexologie* à l'UQAM. Elles se sont dit que les discussions qu'elles entretenaient à la lumière de leurs connaissances sexologiques nouvellement acquises devraient être accessibles à tous et à toutes. Ainsi, ces professionnelles en sexologie ont créé *Apéro Sexo*.

À travers les messages qu'elles reçoivent, M^{me} Bouffard et M^{me} Bertrand constatent qu'il y a un manque « criant » de ressources en matière d'éducation sexuelle. Les gens ont besoin de se confier pour obtenir des réponses à toutes leurs questions. « La sexualité, c'est quelque chose qui se doit d'être dans la sphère publique et qui se doit d'être traité avec autant de temps, d'énergie et d'attention que les autres matières », affirme M^{me} Bouffard. Estelle Cazalais est sexologue et directrice du volet éducation pour Les 3 sex*, un organisme luttant pour la

santé sexuelle et les droits sexuels. Elle considère comme importante la sensibilisation des jeunes aux réalités des personnes queers, racisées et en situation de handicap à travers diverses plateformes numériques. Cependant, la sexologue croit qu'au-delà des réseaux sociaux, la meilleure façon d'aller chercher les jeunes, c'est d'aller à leur rencontre « dans le monde réel ».

Au service des enseignant(e)s

Les animatrices sont d'avis que leur balado, puisqu'il est rempli d'expériences sexuelles réelles, est un bon moyen pour les corps professoraux d'illustrer certaines notions. « On a beaucoup de messages pour nous dire qu'un professeur a parlé de notre épisode dans son cours », affirme Rozi Bertrand. Elle constate qu'*Apéro Sexo* comble un manque important au niveau scolaire.

Contrairement aux animatrices, un(e) enseignant(e) ne pourrait jamais se dévoiler de cette manière à ses élèves. Les deux femmes considèrent que leur initiative permet de faire rayonner la sexologie à travers la sphère numérique. Leur balado se situe entre le divertissement et l'éducation. Elles parlent beaucoup de leur vécu, mais, lorsque le sujet s'y prête, elles invitent aussi des spécialistes. Véronique Brisson, étudiante au *Baccalauréat en sexologie* à l'UQAM, pense que les réseaux sociaux sont une bonne façon de s'informer. Ils offrent une visibilité à certains enjeux liés à la sexualité auxquels la population n'est pas nécessairement confrontée à l'école. Par exemple, certain(e)s créateurs et créatrices de contenu mettent en

lumière des gens avec « des réalités [sexuelles] différentes », mentionne Véronique. L'étudiante donne notamment l'exemple de l'épisode du balado *Sexe Oral*, animé par Lysandre Nadeau et Joanie Grenier, qui donne la parole à une personne de petite taille pour qu'elle parle de sa sexualité. En 2021, Andréanne Lapointe a cofondé *Just a little fun* (JALF), une plateforme d'apprentissage en ligne offrant de l'information et des ressources afin d'outiller les gens en matière de sexualité. Animée par la vague #Moiaussi et ayant elle-même vécu une agression sexuelle en 2018, elle trouvait pertinent de créer le site Web JALF.

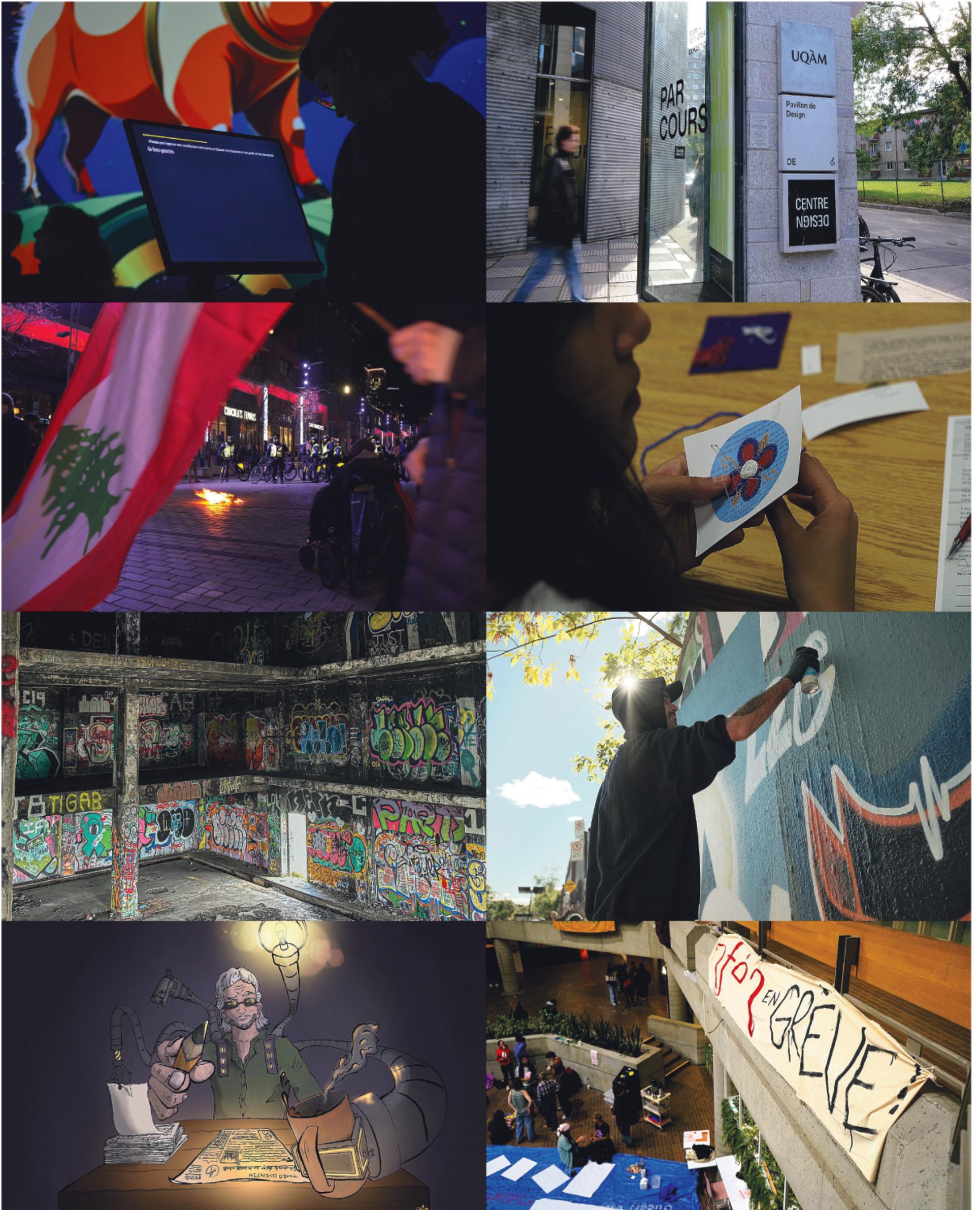
Des ressources imparfaites

« Je voyais qu'il y avait un manque criant d'informations par rapport à la notion de consentement et la sexualité en général », précise-t-elle. « On mise beaucoup sur l'éducation des parents pour mieux les encadrer dans l'éducation sexuelle de leurs enfants et de leurs adolescents », souligne M^{me} Lapointe.

Elle croit que les parents et les adultes de confiance ont leur rôle à jouer. Parler ouvertement d'éducation sexuelle à la maison est essentiel, selon elle. Comment enseigner l'égalité des genres à la maison? Comment parler d'orientation sexuelle ou d'identité de genre à son enfant?

Ce ne sont que quelques questions auxquelles M^{me} Lapointe tente de répondre avec sa plateforme en ligne. « Plus on va parler de sexualité de manière saine et positive, mieux tout le monde va se porter », affirme Andréanne Lapointe. 🗣️

Le choix des directrices artistiques



PHOTOS ET ILLUSTRATIONS : EVE BERNIER, ALICE YOUNG, ALEXANE TAILLON-THIFFEAULT, RÉMI POITRAS, ET ELLIOT LAMBERT, MONTRÉAL CAMPUS



CULTURE

MAGAZINES À POTINS

En coulisses

CHRONIQUE

Où est l'album ?

SIMON BÉRUBÉ

L'album, c'est l'objectif de tout(e) artiste, non? Créer une œuvre de longue durée où l'on peut offrir à son public une expérience intime, émotionnelle ou même narrative. Pourtant, l'album, comme il a existé depuis 1950, me paraît en voie d'extinction.

Les artistes les plus populaires à travers le monde saturent le marché de l'album. Taylor Swift est un excellent exemple : elle a publié six différentes versions de son plus récent opus, *The Tortured Poets Department*.

Ou encore le rappeur Drake, qui a publié 6 albums solos dépassant les 20 chansons qui s'éternisent, depuis 2016.

Sinon, plusieurs artistes choisissent de publier des versions dites « deluxe » interminables de leurs albums, une pratique qui a explosé en popularité au début de la décennie.

Ce sacrifice de leur intégrité artistique n'est pas surprenant, puisque le revenu est généré par chanson, et non par album.

C'est dans l'intérêt de l'artiste et de la maison de disque de créer des albums de 20 chansons, au lieu d'en faire un d'une douzaine de chansons, même si la qualité est diluée.

Nous sommes témoins d'une saturation du marché de la culture sans précédent. Je refuse de croire qu'en doublant, voire en triplant, la quantité de musique publiée par les artistes, la qualité suivra le même rythme.

Non, je ne sors pas l'argument de votre mononcle qui dit à chaque souper de famille qu'il n'y a plus de « vrai(e)s » musicien(ne)s. En effet, les artistes contemporain(e)s que j'ai cité(e)s sont absolument capables de produire des albums et des morceaux de qualité.

En revanche, j'ai l'impression que la direction de leur marketing et la production d'albums des dernières années ne sont que de bons vieux *cash grabs*.

Professeur au département de marketing de l'École des sciences de la gestion (ESG) de l'UQAM, Alexis Perron-Brault considère que l'avènement des listes de lecture a également des répercussions sur les albums.

« Les listes de lecture, indirectement, nuisent aux albums parce que ça nous encourage à

écouter davantage certaines pistes de certains albums, plutôt qu'un seul truc à la fois. » Selon lui, le mythe de l'album est encore présent chez les « adeptes finis » et chez certain(e)s artistes. L'album demeure au sommet de la pyramide à leurs yeux.

Il faut remonter l'horloge aux années 1960 afin de mieux comprendre cette autopsie. Une décennie que l'on qualifie trop souvent, mais avec raison, de « période de grands changements ».

Les albums ont connu une évolution importante dans la musique populaire, tant dans la forme que dans le contenu : hausse en popularité des albums doubles, perfectionnement de l'album-concept, pochettes d'albums de plus en plus élaborées, etc. Des groupes comme les Beatles et Pink Floyd, et des artistes solos comme Marvin Gaye et Stevie Wonder sont parmi ceux et celles qui ont poussé l'album à ses limites.

L'album entra dans une période que l'on pourrait qualifier d'âge d'or. Il était devenu, pour les artistes, l'un des moyens les plus efficaces de transmettre leur passion, leur message et leur direction artistique.

Cependant, plus de 40 ans après cette période, le *streaming* est venu bouleverser la façon de créer et de promouvoir la musique, particulièrement la façon de construire des albums.

En revanche, la place de l'album au sommet de la pyramide des priorités semble remise en question. Les spectacles et la présence sur les médias sociaux prennent beaucoup plus de place qu'il y a dix ans. Tout n'est pas morose. Même si j'ai l'impression que beaucoup de grands noms prennent une direction moins inspirée pour leurs albums, beaucoup persistent à créer des œuvres ambitieuses, créatives et innovatrices. Je lève mon chapeau aux Bon Iver, Hubert Lenoir, Lisa LeBlanc, Kendrick Lamar, Fiona Apple, Klô Pelgag et Tyler, The Creator de ce monde.

Je le lève également à ceux et celles qui prennent le temps de bâtir un univers pour chaque album, qui insistent à créer des projets cohésifs et qui traitent encore la construction d'un album comme une forme d'art à part entière; comme d'autres avant l'ont fait et, je l'espère, comme d'autres après le feront. ❖

SARAH-JEANNE TREMBLAY

Des tirages papier qui se maintiennent et des publications constantes sur les réseaux sociaux; les magazines à potins vont bien, malgré la crise des médias.

L'engouement pour ce type de publications, même celles en papier, est unique en son genre, selon le professeur à l'Université McGill et spécialiste des médias de sensation Will Straw.

D'après lui, les magazines à potins sont regardés de haut par certain(e)s. Malgré cela, ils restent une bonne façon de promouvoir la culture d'ici. « Le Québec est peut-être l'un des seuls endroits où il y a encore un lectorat pour ce genre de publications. Par exemple, *Échos Vedettes* existe depuis 60 ans et est toujours lu », explique-t-il.

En revanche, le vedettariat s'est mondialisé – la population s'intéresse davantage aux vedettes hollywoodiennes que québécoises. Les Québécois(es) sont bien touché(e)s par cette mondialisation, mais les vedettes québécoises demeurent dans la mire du public, précise-t-il.

Les magazines à potins peuvent même être une façon de maintenir cet intérêt pour les vedettes québécoises et, de ce fait, pour la musique et la télévision d'ici. Toutefois, la façon de les consommer a changé pour certain(e)s jeunes de la province.

Toujours un intérêt

Éliane Gosselin, 23 ans, étudiante en année sabbatique, mentionne que, depuis le blocage des nouvelles sur Facebook et sur Instagram, elle s'informe davantage sur TikTok et sur Reddit. Elle, qui raffole des potins, trouve que l'information est plus « juteuse » sur ces sites et qu'on y utilise moins les pièges à clics. Elle affirme qu'il est autant possible de trouver de l'information sur les vedettes et les influenceurs et influenceuses québécois(e)s que sur leurs homologues internationaux et internationales. L'intérêt est toujours présent, les gens ont simplement recours à d'autres types de médias.

Sylvie Bourgeault, directrice de publications pour le groupe TVA publications – qui produit les magazines *7 jours*, *Échos Vedettes*,

En papier et en santé



PHOTO : ALICE YOUNG, MONTRÉAL CAMPUS

Les magazines à potins sont une bonne manière de promouvoir la culture d'ici.

La Semaine et *TV Hebdo* –, affirme que les consommateurs et consommatrices de contenu imprimé sont majoritairement des personnes plutôt vieillissantes.

Cependant, il y a une clientèle très variée pour les éditions spéciales, comme les publications portant sur les intrigues d'émissions de télévision populaires, telles que *Stat* et *Indépendables*, ou les couvertures d'événements tapis rouge.

« Ces médias permettent de créer un lien entre les artistes et le public – un lien qui peut être négatif ou non selon la perception – qui aide à garder l'intérêt pour le monde culturel », dit Arianne Lebreux-Ebacher, journaliste à la rédaction pour *7jours.ca*, la filiale Web de TVA publications.

Les journalistes des magazines à potins ont acquis une réputation de « cowboys », selon Jean-François Brassard, journaliste pour *Échos Vedettes*, une réputation qui est liée à des histoires de journalistes de tabloïdes britanniques ou américains qui sont prêt(e)s à laisser de côté le respect de la vie privée pour tenter d'obtenir une primeur.

Des vedettes si proches

« Au Québec, on doit faire ça un peu différemment qu'aux États-Unis, par exemple. On ne peut pas être trop méchants, puisqu'il ne faut pas aliéner ces personnes », explique Will Straw.

« Il y a beaucoup plus de liens entre le monde des vedettes et les publications », ajoute-t-il.

« C'est un petit milieu, tout le monde se connaît. Un journaliste qui est trop vicieux ne ferait pas long feu dans le

métier », indique le journaliste Jean-François Brassard.

Contrairement aux vedettes hollywoodiennes, il y a une proximité entre la population québécoise et le vedettariat québécois.

« Ces médias permettent de créer un lien entre les artistes et le public. »

Arianne Lebreux-Ebacher
Journaliste pour *7Jours*

Les gens ont beaucoup plus de chances de les croiser par hasard dans la rue, par exemple.

Sylvie Bourgeault explique que cette proximité fait en sorte que le contenu journalistique est aussi assez différent : on ne veut pas détruire la réputation des personnes sur qui on écrit. Les gens au Québec aiment leurs vedettes, ils veulent pouvoir *mémorer* à propos d'elles, mais ne veulent pas non plus que les journalistes aillent trop loin, explique-t-elle.

« Il y a un plus grand sentiment de proximité avec le milieu des artistes », raconte Arianne Lebreux-Ebacher. « Tu aimes un acteur, [alors] tu vas suivre ses émissions et le contenu sur son travail, ce qui contribue à alimenter un intérêt et une curiosité qui donnent du jus au *showbiz* », ajoute-t-elle. ❖



CULTURE

HOCKEY CANADA

Les joueuses canadiennes victimes de sous-financement

BATISTE RASTELLO

Malgré les exploits de l'équipe féminine canadienne sur la scène internationale, le hockey féminin au Canada demeure sous-financé, notamment au niveau universitaire. Hockey Canada s'est clairement engagé à changer cette dynamique, d'ici 2030.

Pour Isabelle Leclaire, entraîneuse-chef des Carabins de l'Université de Montréal depuis 2008, il y a trop de différences entre les volets masculin et féminin.

« Voir qu'on n'est pas en mesure de financer les hommes et les femmes de la même façon et de leur accorder les mêmes privilèges, alors qu'on en est au même stade de développement, c'est assez dérangeant », pense-t-elle.

L'un des objectifs mentionnés par Hockey Canada est d'augmenter le nombre de joueuses canadiennes de 108 000 à 170 000. La fédération souhaiterait également améliorer la situation financière du hockey universitaire féminin.

C'est ce que l'on apprend dans un document de travail publié le 22 octobre dernier par Hockey Canada, dans lequel elle expliquait vouloir changer le visage du hockey féminin dans le pays d'ici 2030.

Moyens financiers inférieurs

Selon un sondage mené par Radio-Canada Sports en 2022, le budget accordé au hockey universitaire féminin était environ 50 % moins élevé que celui du hockey universitaire masculin.

Le sport féminin est souvent négligé et dispose de moyens inférieurs à celui de son homologue masculin. Le hockey au Canada ne fait pas exception, malgré que l'équipe féminine rayonne dans les compétitions internationales depuis très longtemps.

Avoir plus d'argent permettrait aux équipes féminines d'engager plus de personnel à temps plein et d'améliorer leurs infrastructures, comme leur aréna. Actuellement, une équipe de hockey féminine possède moins de personnel qu'une équipe masculine.

Par exemple, à l'Université McGill, le programme masculin compte huit membres dans son personnel d'entraîneurs et d'entraîneuses, contre seulement



ILLUSTRATION : ALEXANE TAILLON-THIFFEAULT, MONTRÉAL CAMPUS

La majorité des joueuses canadiennes sont dans des équipes américaines.

six pour les femmes. Alexandre Imbeault, entraîneur adjoint de la Victoire, l'équipe montréalaise de la Ligue professionnelle de hockey féminin (LPHF), pense que les femmes pratiquant ce sport sont sur une pente ascendante. Par exemple, la saison dernière, plusieurs salaires de la Ligue professionnelle de hockey féminin étaient semblables à ceux de la Ligue américaine de hockey.

« Le hockey féminin est en effervescence, le calibre s'améliore chaque année et plus la ligue va continuer à progresser, plus la popularité va grimper, et donc les salaires vont augmenter », dit M. Imbeault.

Jouer aux États-Unis?

La ligue professionnelle de hockey féminin en Amérique du Nord a été lancée en 2024. Lors de cette saison inaugurale, 22 des 29 joueuses de l'équipe montréalaise avaient la nationalité canadienne.

Toutefois, seulement 6 d'entre elles sont passées par le circuit universitaire canadien, contre les 23 qui ont préféré aller performer aux États-Unis.

L'attrait pour le circuit américain, la National Collegiate Athletic Association (NCAA), plutôt que pour le circuit universitaire canadien, s'explique en partie par les campus et les installations dont les programmes états-unien disposent.

« Davantage de services sont offerts, les athlètes ont accès à tout ce qu'ils veulent et c'est ce qui fait probablement leur coup de cœur »,

rapporte Isabelle Leclaire. Selon elle, une autre raison expliquant que le tiers des joueuses canadiennes universitaires évoluent dans le circuit américain serait due à une incitation générale de la part de Hockey Canada.

« Rien à envier » au NCAA

En ce moment, toutes les joueuses représentant le Canada à l'international sont passées par la NCAA. Quant aux Québécoises, les seules portant le chandail de l'équipe nationale sont des joueuses qui y sont depuis plus de dix ans, soit Marie-Philip Poulin et Ann-Renée Desbiens.

Pour Alexandre Imbeault, le recrutement massif du côté de la NCAA s'expliquerait simplement par le fait qu'il y ait plus de joueuses dans ce circuit.

« Le niveau de la NCAA est probablement un brin supérieur au hockey universitaire canadien, mais les bons programmes au Québec, comme Concordia, n'ont rien à leur envier », constate également M. Imbeault.

L'un des recruteurs et recruteuses de la Victoire a assisté au deux tiers des matchs des Carabins la saison dernière, mentionne M^{me} Leclaire. Quatre joueuses de l'Université de Montréal ont ensuite été invitées à des camps d'entraînement d'équipe de la LPHF cette année.

La présence accrue des recruteurs et des recruteuses témoigne de l'intérêt grandissant pour les talents locaux. ❖

En coulisses

CHRONIQUE

TikTok noie la culture

MARILAURE LAMBERT

TikTok non seulement a le pouvoir de nous hypnotiser pendant des heures, mais a aussi l'effet d'affaiblir la culture et d'éroder les liens qui nous rassemblent.

Aujourd'hui, en plus de nous donner accès à une infinité de contenus, TikTok nous entraîne dans un tsunami de tendances. Celles-ci ne touchent pas un groupe en particulier, elles touchent l'ensemble des internautes, et ce, partout dans le monde. Telles des vagues, les tendances nous emportent une après l'autre jusqu'à disparaître pour laisser place à la prochaine.

TikTok crée et popularise de nouveaux référents culturels à une vitesse fulgurante. Je pense entre autres aux phénomènes éphémères du « *brat summer* » et du « *sad hamster* », qui seront déjà oubliés d'ici les prochaines semaines. Ces *trends* vont jusqu'à affecter directement les vrai(e)s artistes, comme Billie Eilish et sa chanson *What Was I Made For*, qu'elle a même interprétée sur scène en miaulant pour faire plaisir au public.

La plateforme rassembleuse représente un tournant dans l'histoire de la culture, dans cette ère où les référents culturels à long terme semblent en voie d'extinction.

« Il y a des tendances qui sont inquiétantes », affirme Laurence Grondin-Robillard, professeure associée et doctorante à l'École des médias. Elle me raconte entre autres une mode survenue en France où des gens répondaient à la question « qu'est-ce que tu ferais si tout était permis pendant 24 heures ? ».

Les propos tenus en ligne, notamment dans les commentaires, ont dégénéré. « [Les internautes ont] compris que, s'ils utilisaient le mot "viol", ils allaient se faire bannir ou censurer. Alors, ils mettaient un point violet, ma cousine, point violet, ma sœur, et c'était dégueulasse », déplore-t-elle. Je suis d'accord.

Le côté rassembleur, qui peut me sembler positif quand je pense au mouvement *#Me too* ou à des phénomènes comme *booktok*, devient vite un facteur d'inquiétude et constitue une illusion, une façade.

Comme le dit si bien Laurence Grondin-Robillard, « l'inverse aussi existe ». Il y a des adeptes

de l'homme d'affaires masculiniste Andrew Tate ou des gens d'extrême droite qui ne reçoivent que du contenu qui suit ces idéologies.

Heureusement, la capacité de l'application à géolocaliser les utilisateurs et utilisatrices peut avoir un effet positif sur le rayonnement de certain(e)s acteurs et actrices culturelle(s) au Québec.

On peut penser à des commerces locaux, comme le restaurant Belle Afrique et son Fufu sauce graine, qu'on n'aurait probablement jamais connu autrement.

La chercheuse soutient que les algorithmes de l'application ont tendance à nous présenter du contenu viral qui provient d'ailleurs. Cependant, « il y a quand même la [géolocalisation], qui va faire en sorte qu'on va essayer, pour te maintenir sur la plateforme, de te proposer du contenu qui va t'appeler ».

Si la spécialité du restaurant de Montréal-Nord a réussi à faire le tour du Québec, il n'est pas étonnant que des tendances beaucoup moins anodines réussissent à se frayer un chemin jusqu'ici. TikTok nous expose à du contenu parfois non désiré ou même nocif, et donne le champ libre à des gens aux idéologies extrêmes de se rassembler. L'application est aussi en voie de changer à jamais nos rapports communs à la culture.

La plateforme encourage ses usagers et usagères à la surconsommation avec son modèle d'affaires, qui engendre une réaction en chaîne et qui fait que l'on a constamment besoin de voir plus de contenu.

Bien que cela assure la continuité de son succès, le côté éphémère des modes sur TikTok fait qu'« on ne va pas apprécier autant les éléments culturels que nos parents et nos grands-parents », confirme Laurence Grondin-Robillard. « Ça ne va pas nous suivre aussi longtemps. »

L'algorithme fait que, mis à part certains contenus qui font le tour du globe, tous les fils varient en fonction des intérêts de chacun(e).

« En bout de ligne, on va chacun avoir nos éléments culturels, mais ça ne sera peut-être pas les mêmes que notre voisin », renchérit l'experte en réseaux sociaux. « Ça nous divise plus que ça nous rassemble. »

On risque de rester à jamais pris dans une boucle infernale de surconsommation de contenu qui, malgré son apparence rassembleuse, nous pousse vers une culture de plus en plus individualiste. ❖



« L'inclusion devrait être la base »

La transphobie est une problématique qui se retrouve aussi dans les équipes sportives universitaires.

GABRIELLE MARTINEAU

Les personnes transgenres doivent composer avec de nombreux défis d'inclusion dans le monde sportif universitaire, dans des catégories traditionnellement binaires.

« Les catégories [de genres] en ce moment sont contraignantes », affirme Camille Michon, responsable de conception et chargée de projets à Sport'Aide, un service d'accompagnement contre l'intimidation en milieu sportif.

Le sport universitaire commence à remettre en question la pertinence et la nécessité d'instaurer des critères pour les catégories de genre. Ces critères touchent les taux hormonaux, les capacités cardiovasculaires et les caractéristiques physiologiques de l'athlète. Elle juge qu'exclure les personnes en cours de transition des catégories sportives générées dans lesquelles elles souhaitent s'entraîner est un manquement de la part du milieu sportif.

Selon elle, il faut regarder au-delà des critères d'admissibilité mis en place, du moins lorsqu'il ne s'agit pas d'un sport de combat ou de compétition.

Les obstacles sont plus importants lorsqu'il s'agit de compétitions sportives, mais vont au-delà du sport. Que ce soit au sein d'une équipe LGBTQ+ ou non, « [fréquenter] les vestiaires demeure un moment délicat » pour Gabriel*, qui n'ose pas prendre de douche dans les vestiaires communs.

La mixité sportive : modèle ?

La pratique sportive, surtout en compétition, est typiquement divisée en catégories binaires de genre. D'après Camille Michon, le milieu des sports universitaires devrait s'inspirer des sports mixtes, comme l'ultimate frisbee, où « il y a moins de limites ou de contraintes par rapport à l'inclusion ».

Les équipes mixtes permettent aux personnes transgenres et non binaires d'être incluses et acceptées « sans se sentir trop marginalisées », dit Antoine Beaulieu, entraîneur avec l'AS Montis, club de soccer de Saint-Bruno-de-Montarville. Mais encore, avec les exigences de mixité, il peut y avoir de la transphobie et « des



PHOTO : ALICE YOUNG, MONTRÉAL CAMPUS

La boxeuse cisgenre Imane Khelif a été soupçonnée d'être transgenre et sa victoire a été remise en question lors des Jeux olympiques de Paris.

problèmes à faire accepter, tant à l'arbitre qu'à l'adversaire. Par exemple, qu'une femme puisse être considérée comme une femme au sens « sportif », spécifie Gabriel. Pour Antoine Beaulieu, dans un monde idéal, les équipes mixtes permettraient de réduire cette stigmatisation des minorités.

Toutefois, plusieurs entraîneurs et entraîneuses, sans être nécessairement transphobes, ont des préjugés sexistes, selon lui. Par exemple, il souligne qu'il risque d'y avoir « moins de femmes sur le terrain », pour favoriser les performances athlétiques masculines cisgenre au profit de l'équipe, lors d'une compétition.

Les aspects scientifiques et médicaux sont à la base de la crédibilité de toutes les catégories sportives en compétition. Ils définissent les critères pour les catégories de genre, d'âge ou de poids, comme dans la boxe ou dans d'autres disciplines qui ont des barèmes stricts.

Le poids de la recherche

Camille Michon clarifie que la recherche est essentielle pour établir ces normes.

Une problématique survient aussi pour les personnes cisgenres

avec les critères de genre dans les catégories sportives. À cause de la transphobie, certaines femmes cisgenres « qui ont des attributs

« Pour moi, toute forme d'exclusion volontaire est de la transphobie. »

Camille Michon, chargée de projets à Sport'Aide

jugés masculins sont pénalisés », dit M^{me} Michon. Imane Khelif, une boxeuse cisgenre algérienne, a été accusée d'être transgenre, puis soupçonnée d'avoir un taux de testostérone jugé trop élevé. Ces allégations ont créé une vague de commentaires cherchant à décrédibiliser la victoire de l'athlète aux Jeux olympiques de Paris en 2024.

« Des caractères génétiques distinctifs chez les hommes, il y en a, mais on ne va jamais

discriminer un homme disant qu'il est trop "homme" », dit M^{me} Michon. La polémique concernant les avantages physiologiques était minime chez Michael Phelps, par exemple. La morphologie hors norme du nageur olympien n'a pas du tout influencé sa possibilité de compétitionner.

Chaque sport fait appel à différentes habiletés. Les barèmes et les critères varient donc selon la pratique. C'est le cas de la boxe, où les catégories sont divisées en fonction d'un critère physique particulier : la masse.

La nageuse transgenre Lia Thomas a reçu beaucoup de critiques sur son admissibilité aux compétitions, après avoir obtenu qu'une seule médaille. Jusqu'à ensuite se voir refuser sa participation aux Jeux olympiques en natation féminine par le Tribunal arbitral du Sport.

Depuis, pour déterminer l'admissibilité des athlètes transgenres, un travail se fait au cas par cas, « selon les niveaux de compétition et les types de pratique d'activité physique », explique M^{me} Michon.

Selon l'experte, la représentation médiatique négative des personnes transgenres au sein du sport compétitif peut décourager des jeunes.

« [Les personnes trans] se rendent compte qu'elles vont avoir un choix à faire entre leur sport et leur transition », déplore-t-elle.

Des améliorations à venir

« Juste le fait de faire son "coming-out" peut tellement enlever un poids, puis permettre de performer au meilleur de ses capacités », estime Camille Michon, détentrice d'une maîtrise sur les expériences sportives des athlètes transgenres au Canada. La sphère sportive doit s'adapter et explorer les solutions qui se présentent pour les minorités de genre, selon Camille Michon. « Autant dans la conception du sport que dans la culture, il y a des changements à améliorer pour que l'inclusion soit au centre des préoccupations », établit-elle. D'un autre côté, l'enjeu autour de la transphobie et de l'inclusion ne découle pas toujours de l'aspect physique. « Il ne s'agit pas tout le temps d'une peur que la personne soit plus forte physiquement », explique Gabriel. Selon Antoine Beaulieu, la transphobie dans le sport ressort peu de l'aspect physique, mais plutôt des idéologies à sa racine. « C'est un milieu très arriéré », se désole l'entraîneur. 🗨️



CULTURE

MUSIQUE

Exprimer sa québécoisité *in English*

Certain(e)s artistes québécois(es) et anglophones se considèrent désavantagé(e)s.

MAÏTÉ PARADIS

Les artistes québécois(es) qui chantent en anglais sont souvent pointé(e)s du doigt et reconnu(e)s coupables du syndrome « *I want to pogne* ». Et si le français n'était pas la seule manière d'exprimer sa québécoisité?

« Il ne faut pas dire que certaines personnes sont québécoises et d'autres ne le sont pas parce qu'elles ne parlent pas français. Il y a des Québécois anglophones. C'est une minorité, mais qui existe quand même », affirme le chanteur Makendal St-Félix.

Du nom de scène Maky Lavender, il a grandi entouré du français et du créole. Aujourd'hui, c'est principalement en anglais que l'artiste s'exprime, en composant des morceaux de rap, de funk et de soul.

Il a grandi entre l'est et l'ouest de la ville, et c'est en vivant dans des quartiers comme Côte-des-Neiges, « où des centaines de langues sont parlées dans quelques blocs », que le rappeur montréalais a développé sa plume cosmopolite.

« J'ai fini par parler la langue de mon quartier et donc faire de la musique dans cette langue-là », explique Maky Lavender, qui attribue la multiplicité linguistique de son œuvre à la diversité culturelle de son environnement.

M. Lavender affirme que jouer avec le choix des idiomes dans ses chansons peut aussi être une forme d'expression artistique. « Si je veux être un peu plus humble, un peu plus calme dans mes propos, je vais parler en français. Et si je veux vraiment plus avoir de *bravado*, je vais parler en anglais », dit-il.

Québec ou international?

Pour la chanteuse québécoise Avril Jensen, ce sont des influences extérieures qui ont façonné son choix de s'exprimer musicalement en anglais, malgré ses racines hispanophones et francophones. « Il y a des périodes de ma vie où 90 % de la musique que j'écoutais était anglophone », confie-t-elle. Elle avoue avoir aujourd'hui beaucoup plus de facilité à écrire en anglais que dans ses langues natales.

Le Guide de mise en marché de la musique québécoise francophone de l'ADISQ, réalisé en 2024,



PHOTO : ALICE YOUNG, MONTRÉAL CAMPUS

Le musicien québécois Makendal St-Félix a grandi dans Côte-des-Neiges à Montréal et choisi de chanter en anglais dans la « langue de son quartier ».

indique que la musique étrangère anglophone est la catégorie la plus populaire chez les Québécois(e)s; elle est écoutée par 80 % de toute la population.

Pour ce qui est d'apprécier la musique, peu importe si elle est francophone, le public est manifestement au rendez-vous. « Au Québec, c'est sûr que ça ne va jamais être pour une raison financière que le monde va chanter en anglais, parce que c'est très dur de commencer », témoigne M^{me} Jensen.

Les deux premières années de sa carrière ont été parsemées de refus et de critiques de la part de l'industrie québécoise, car ses chansons étaient en anglais. La chanteuse a finalement dû modifier son premier simple pour y incorporer du français.

« C'est plus facile de percer à l'international en chantant en anglais, mais quand tu fais carrière au Québec, c'est mieux de chanter en français », affirme Maky Lavender.

Plusieurs artistes au Québec choisissent l'anglais dans l'espoir de rejoindre un plus grand auditoire et de s'exporter mondialement. En revanche, cette école de pensée est désavantagée au sein de l'industrie locale, qui impose des balises et des restrictions pour favoriser l'art francophone. Selon

le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), le contenu en français d'une chanson doit composer au moins 51 % de celle-ci pour qu'elle soit mise dans la liste de chansons francophones des radios commerciales. Celles-ci consacrent 65 % de leur programmation hebdomadaire à leur liste de chansons francophones.

« On te reproche d'avoir du succès en dehors de la bulle du Québec. »

Makendal St-Félix,
musicien

« Un artiste est payé beaucoup plus cher pour jouer à la radio que pour jouer sur Spotify. Ce ne sont pas des cennes, ce sont des dollars », avance Patrice Caron, fondateur et directeur du Gala alternatif de la musique indépendante du Québec. Il explique que ces quotas peuvent influencer le

processus créatif des artistes, car la diffusion de leurs œuvres ainsi que leurs revenus en dépendent. « L'artiste devient *pogné* dans des lois, alors que, normalement, un artiste est considéré libre. Il y a un petit paradoxe », remarque Sylvie Genest, professeure émérite au département de musique de l'UQAM.

Certain(e)s, comme Makendal St-Félix, ont le sentiment d'être classé(e)s comme appartenant à la « scène anglophone » de l'industrie musicale, ce qui, selon lui, peut les priver d'opportunités au Québec. « On te reproche d'avoir du succès en dehors de la bulle du Québec », se désole le musicien. Cela crée une impression de devoir « choisir » entre la scène locale et internationale, et de se retrouver brimé(e) dans son expression artistique.

Vincent Letellier, ancien membre du groupe angloquébécois The National Parcs, est d'avis que la meilleure façon pour un(e) artiste de faire carrière est de miser sur une démarche authentique et originale.

« Je vois d'un mauvais œil les artistes 100 % francophones qui se mettent à chanter en anglais avec un accent cassé et des textes très inférieurs à ce qu'ils seraient capables d'écrire en français », mentionne le musicien. Il conteste

la croyance selon laquelle il faut compromettre son identité pour s'exporter, puisque la qualité de l'œuvre d'un(e) artiste réside dans sa maîtrise de l'écriture, la beauté de ses textes et les images qu'il ou elle réussit à créer.

Une identité partagée

Avril Jensen considère que « c'est quasiment réducteur de dire qu'au Québec, notre seul aspect culturel, c'est de parler français ».

« Que je sois gérée par des Québécois, que mes producteurs, les gens qui travaillent sur ma musique soient Québécois; c'est tout un mélange qui fait que, pour moi, ce n'est pas juste [la langue française], la culture québécoise », témoigne la musicienne.

Selon M. Letellier, l'identité québécoise ne se limite pas qu'à l'expression de la langue française, « c'est une recherche de qualité et une originalité qui se dégage de beaucoup d'artistes québécois qui font qu'on voyage avec notre art, indépendamment du style ».

Il croit que faire briller la multiplicité des langues qui cohabitent au Québec, soit l'anglais, le français, le créole ou l'espagnol, peut être une manière de faire rayonner la richesse de l'identité québécoise à l'international. ☺



CULTURE

VEDETTES

Quand les idoles s'éteignent

JUSTINE BOUCHARD-GIRARD

Les réseaux sociaux amplifient l'effet de proximité entre les communautés d'admirateurs et d'admiratrices et leurs idoles. Ainsi, lorsqu'une célébrité meurt, de nombreuses personnes vivent un deuil dit « parasocial ».

Sara Scarpato, étudiante au Collège de Bois-de-Boulogne, à Montréal, a vécu un deuil parasocial. Autrement dit, elle a été grandement affectée par la mort de l'ancien membre de One Direction Liam Payne, même si elle ne le connaissait pas personnellement.

« J'ai commencé à aimer One Direction quand j'avais huit ans. Le groupe a été ma fenêtre d'ouverture sur le monde de la musique », affirme-t-elle.

Pour l'étudiante, la mort à l'âge de 31 ans de l'ex-membre du groupe britannique, le 16 octobre dernier, a été un choc. Sara croyait recevoir la nouvelle de la mort de Liam Payne beaucoup plus tard dans sa vie.

Une connexion intime

L'étudiante raconte avoir été dans le déni au début, car elle n'était pas préparée à cette annonce. « Je me disais que ça ne se pouvait pas, que ce n'était pas possible », raconte Sara avec émotion.

Ce n'est qu'après avoir vu les hommages publiés sur les réseaux sociaux qu'elle a pris conscience de la mort de son idole

de jeunesse. « Ça m'a beaucoup affectée, j'ai réécouté les chansons [du groupe britannique], je me suis replongée dans ma phase plus jeune », explique l'étudiante.

Le doctorant en sémiologie et spécialiste en culture populaire Jean-Michel Berthiaume croit que les personnes en deuil parasocial sont « attristées par la fin de la vie de quelqu'un mais, surtout, par la fin d'une voix qui leur parlait plus que n'importe qui d'autre ».

Pour Benito Moke, étudiant à l'UQAM en administration, c'est la mort de Kobe Bryant qui l'a frappé de plein fouet. L'ancien joueur américain de basketball, qui a perdu la vie dans un accident d'hélicoptère en janvier 2020, était un véritable modèle pour Benito.

« C'est grâce à lui que j'ai eu envie de faire du basket », affirme l'étudiant. Benito se dit triste, car il ne pourra plus bénéficier des « conseils » que Kobe Bryant publiait sur ses réseaux sociaux.

« Il y a un deuil, quand il y a la disparition de personnes qui ont contribué à nous forger, même sans nous connaître personnellement », affirme l'anthropologue et professeure émérite au département de communication sociale et publique de l'UQAM Luce Des Aulniers. M. Berthiaume considère que de nos jours les réseaux sociaux amplifient le sentiment de proximité entre les communautés d'admirateurs et d'admiratrices et les célébrités.

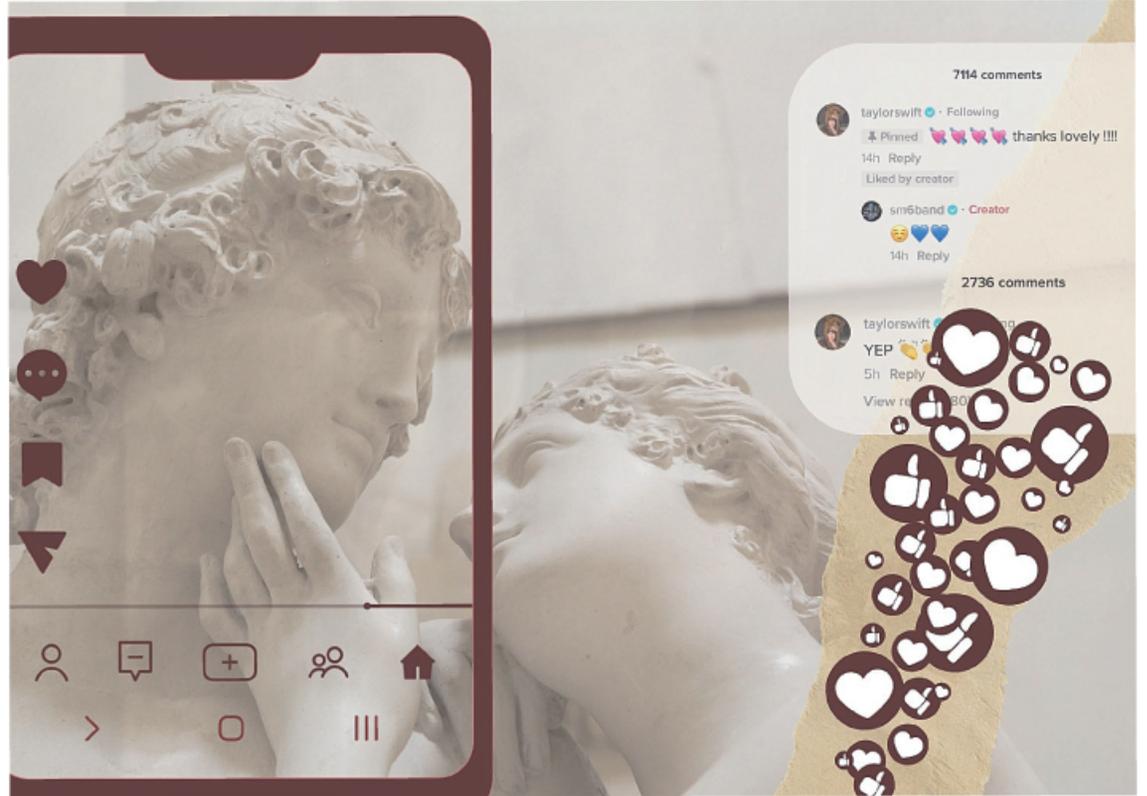


ILLUSTRATION : ALICE YOUNG, MONTRÉAL CAMPUS

Le décès d'une vedette peut causer une onde de choc dans sa communauté d'admirateurs et d'admiratrices.

« Quand la vedette est en train de parler à ses 23,7 millions d'abonnés, tu as l'impression qu'elle te parle directement », soutient M. Berthiaume.

Un deuil collectif

La mort de Liam Payne, c'est aussi, pour Sara, la mort d'un rêve. Elle avait espoir de voir le groupe britannique se réunir, après sa séparation en 2016. « C'est le deuil d'un cinquième de mon enfance », dit-elle, la voix tremblante.

Selon M^{me} Des Aulniers, certaines personnes ont l'impression d'avoir plus de peine pour la mort de leur idole que pour la mort d'un(e) proche. Étant donné qu'il s'agit de la mort d'une célébrité, la perte est collective, le deuil est donc amplifié par l'effet de groupe. C'est ce qui rend les relations parasociales si intenses.

Lorsqu'une personnalité publique meurt, les gens se sentent « paralysés », selon M^{me} Des Aulniers. Ils et elles regardent pendant des jours la télévision et

les médias sociaux, pour voir ce qui est dit sur la défunte vedette. « Il y a comme un effet fiévreux », mentionne-t-elle.

L'anthropologue considère que « la mort vient fouetter le goût de la vie ». Cependant, puisque le deuil parasocial se vit en groupe, « on se sent moins seul dans son coin », soutient-elle.

« C'est agréable de voir tout le monde en ligne partager son expérience. Ça fait en sorte que je ne me sens pas ridicule de me sentir [triste] », confie Sara. 📺



LETTRE OUVERTE

Plan stratégique de l'UQAM

L'ÉCORESPONSABILITÉ EN RECVL

ANTOINE MARTIN ET
ÉLIZABETH DUBOC

Le 18 novembre dernier, le *Plan stratégique 2024-2029* de l'UQAM a été dévoilé. À plusieurs égards, c'est un plan ambitieux. Il s'inscrit dans une volonté d'ouverture de l'UQAM aux enjeux hors des murs afin d'embrasser un rôle actif dans la société, sortant ainsi de la pure logique de compétition et de recherche de ressources. C'est dans cet esprit que nous saluons la création de la nouvelle Faculté des sciences de la santé et le projet de relance du Quartier latin; deux dossiers que nous suivons avec enthousiasme et attention. C'est donc avec surprise que nous avons découvert que ce plan ambitieux mentionne si peu l'environnement. Pire : l'ambition timide du plan stratégique précédent a diminué. Il faut rappeler que l'UQAM a des expertises importantes en matière d'environnement et aurait le potentiel d'être une figure de proue de

la transition socioécologique. En 2019, l'UQAM s'est d'ailleurs jointe au mouvement mondial des universités en déclarant l'urgence climatique. Cependant, dans le *Plan stratégique 2021-2024* qui a suivi, ce que l'université reconnaissait dans la déclaration comme « la nécessité d'un changement social pour lutter contre la menace croissante des changements climatiques » s'est en fait traduite par l'intégration de la crise climatique comme un enjeu *d'efficacité organisationnelle*.

Selon l'ancien plan, la transition à l'UQAM allait se faire en « [renforçant] la culture institutionnelle d'écoresponsabilité » et en « [contribuant] aux efforts des collectivités en transition écologique et en adaptation climatique ». Force est de constater que ce plan était insuffisant face à l'ampleur des enjeux.

Malheureusement, le nouveau l'est d'autant plus : non seulement le sujet est encore considéré comme une simple question *d'efficacité organisationnelle*, mais l'objectif de contribuer aux efforts des collectivités a été

complètement retiré. Pourtant, l'université doit beaucoup aux collectivités pour ses gains sur le plan environnemental. Ce sont les initiatives et les projets collectifs qui ont par exemple permis l'obtention du niveau argent de la certification *Sustainability*

Nous nous désolons de voir que l'UQAM recule sur ses ambitions

Tracking Assessment and Rating System (STARS) et l'implantation (enfin!) du compostage à l'UQAM. Alors, pourquoi ne plus les appuyer formellement? Nous nous désolons de voir que l'UQAM recule sur ses ambitions déjà

timides et qu'elle ne met pas l'écoresponsabilité au cœur de ses priorités. Nous l'avons vu dans notre rôle en tant que délégué(e) au Conseil d'administration de l'UQAM : l'écologie et l'environnement ne font pas partie des réflexions stratégiques de l'Université ni de ses processus décisionnels.

Lorsque le sujet est mentionné en Conseil d'administration, c'est parce que nous l'avons amené nous-mêmes.

En somme, il nous semble que notre établissement se contente du minimum. D'autant plus que plusieurs de nos avancées sont en grande partie une réponse à des obligations légales ou réglementaires : la nouvelle *Politique d'approvisionnement responsable* en est un bon exemple.

Faire le minimum n'est plus acceptable et n'est pas à la hauteur des capacités et des forces de l'UQAM. C'est pour ces raisons que nous demandons à l'administration de prendre sa part de responsabilités et de s'engager sérieusement pour répondre à la crise environnementale. Le

renouvellement prochain du *Plan d'action intégré en matière d'écoresponsabilité 2020-2024* est une bonne occasion de montrer que l'université peut avoir la même ambition sur le plan climatique que celle qu'elle semble avoir pour répondre à la crise du système de santé.

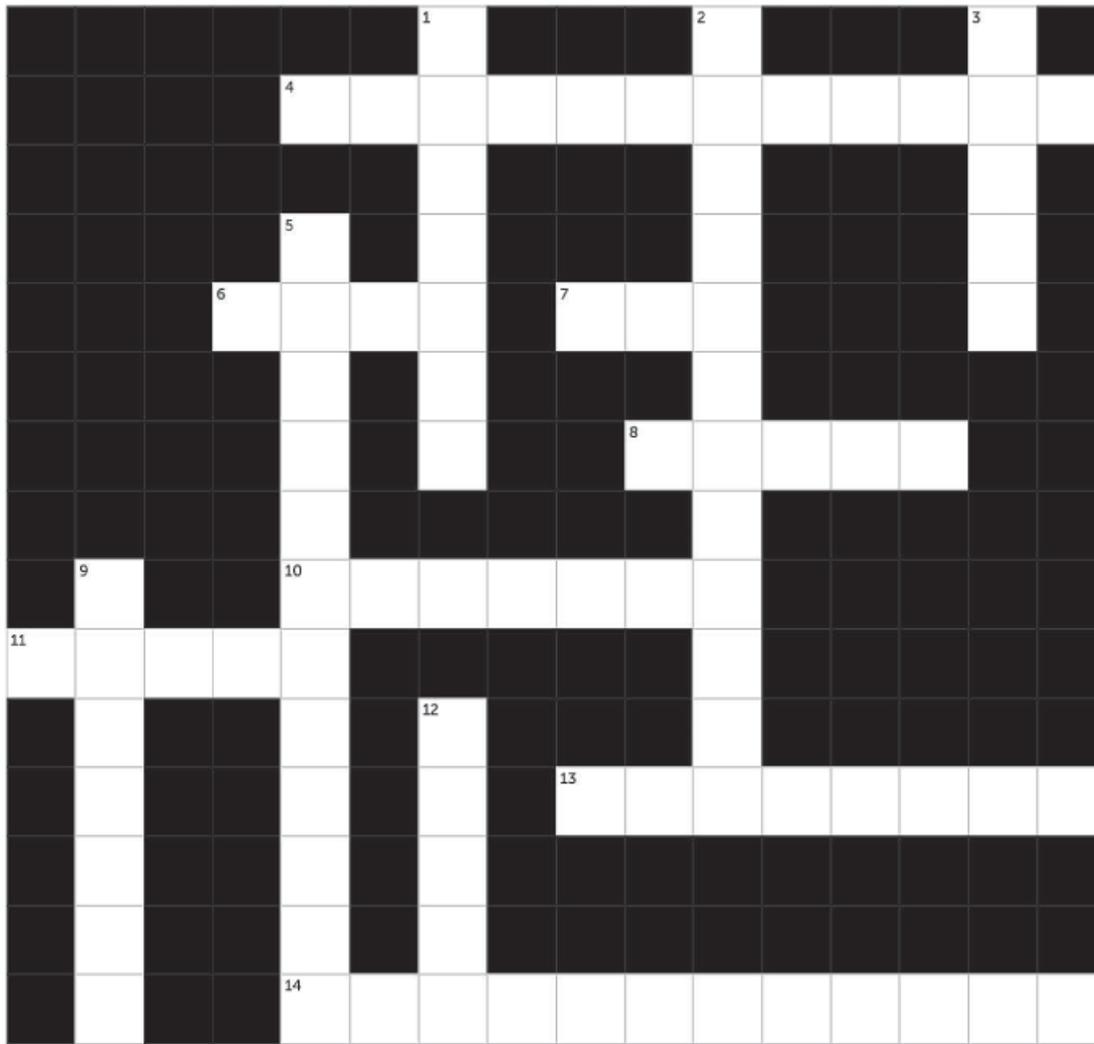
Mais que l'UQAM saisisse cette opportunité ou non, nous encourageons la communauté étudiante à exiger mieux de notre établissement. Organisons-nous au sein de nos associations étudiantes, en nous impliquant auprès des groupes étudiants écologistes ou encore en créant de nouveaux collectifs. Les possibilités d'engagement sont multiples et riches et nous avons besoin d'une communauté mobilisée pour faire entendre nos préoccupations environnementales auprès de l'administration et au-delà.

Solidairement,
Antoine Martin et Élisabeth Duboc
Vos délégué(e)s étudiant(e)s au conseil d'administration de l'UQAM

FEMMES D'AUJOURD'HUI



ILLUSTRATION : ELLOT LAMBERT, MONTRÉAL CAMPUS



Horizontal	Vertical
4 Clocher du pavillon Judith-Jasmin.	1 Ligue d'improvisation de l'UQAM.
6 Bibliothèque près de l'UQAM.	2 Diplôme de premier cycle.
7 Où trouver le meilleur bánh mì autour de l'UQAM.	3 Moyen de transport des uqamien(ne)s.
8 Quartier dans lequel l'UQAM se situe.	5 Lieu du Centre de plein air de l'UQAM.
10 Place en face du pavillon Athanase-David.	9 Recteur de l'UQAM.
11 Nouvelle faculté de l'UQAM.	12 Un des cafés étudiants de l'UQAM.
13 Équipe sportive de l'UQAM.	
14 Résidences de l'UQAM.	

Le quiz du *Montréal Campus*

1. «Syndrome» des artistes francophones qui chantent en anglais

- a) « I Want To Break Free »
- b) « I Want To Pogne »
- c) « Roch Voisine »
- d) La pseudo-québécoisité

2. Entraîneur adjoint de la Victoire de Montréal

- a) Benoît Groulx
- b) Kirk Muller
- c) Hayley Wickenheiser
- d) Alexandre Imbeault

3. Médias ne faisant pas partie du Groupe TVA Publications

- a) Hollywood PQ
- b) Échos Vedettes
- c) La Semaine
- d) TV Hebdo

4. Cocréatrice du balado *Apéro Sexo*

- a) Haliey Welch
- b) Lysandre Nadeau
- c) Andrée Bouffard
- d) Jadrik Bouffard

5. Équipe de soccer entraînée par le coach Antoine Beaulieu

- a) AS Montis
- b) AS Monaco
- c) AS Gatineau
- d) FC Mont-Bruno

6. À la tête Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents

- a) Janette Bertrand
- b) Roméo Dallaire
- c) Roland-Yves Carignan
- d) Marie-Ève Carignan

7. Montant accumulé par Anne Hudon et sa famille lors du dernier marathon Beneva

- a) 25 000 \$
- b) 50 000 \$
- c) 60 000 \$
- d) 75 000 \$

8. Organisateur ou organisatrice de la Nuit des sans-abri

- a) Sylvain Gonthier
- b) Guillaume Lavallée
- c) Dan Bigras
- d) Maryane Daigle

9. Professeur(e) ayant siégé en 2021 au comité d'expert(e)s à l'origine de la Loi sur la liberté académique dans le milieu universitaire

- a) Yves Gingras
- b) Jenny Desrochers
- c) Pierre Laroche
- d) Loryane Fontaine

10. Aînée en résidence à l'UQAM

- a) Joséphine Baker
- b) Alanis Obomsawin
- c) Joséphine Bacon
- d) Alanis Morissette

Réponses :

- 1. b) Syndrome « I Want To Pogne »
- 2. d) Alexandre Imbeault
- 3. a) Hollywood PQ
- 4. c) Andrée Bouffard
- 5. a) AS Montis
- 6. d) Marie-Ève Carignan
- 7. b) 50 000 \$
- 8. a) Sylvain Gonthier
- 9. a) Yves Gingras
- 10. c) Joséphine Bacon



DISPONIBLE SUR MAC avec puce Apple

Retrouvez l'essentiel de l'actualité dans une édition quotidienne enrichie, maintenant disponible **sur certains ordinateurs Mac.**

DEPUIS 1967
CAFÉ CAMPUS

BOÎTE DE NUIT • SALLE DE SPECTACLE • COOP DE TRAVAIL

Les
Mardis
Rétro

LES CHANSONS CULTE DES ANNÉES 50 À L'AN 2000

LES
WEEKENDS
X-LARGES

LA MUSIQUE D'AUJOURD'HUI.

POP - DANCE - CLUB - REMIXES

LES
JEUDIS
2000

LE MEILLEUR DES THROWBACK HITS

57 PRINCE-ARTHUR EST.MTL •  SHERBROOKE • SAINT-LAURENT

